

**Récurrence accélérée des crises alimentaires au Niger : analyse et réponses
en termes d'action humanitaire et de développement, avec une attention
portée sur l'intervention de l'UE.**

Auteur : Zeinabou DABA

Promoteur : Pr Michel Liégeois

Année académique 2024-2025

Master de Spécialisation en action humanitaire internationale

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce TFE a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant.es en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Remerciements

Que ce mémoire puisse susciter des réflexions et des débats sur les immenses défis auxquels le Niger et sa population vont devoir faire face à l'avenir et de façon de plus en plus urgente, en particulier sur sa démographie, sur le réchauffement climatique et sur la situation sécuritaire et politique.

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui m'ont aidée dans la rédaction de ce mémoire, en particulier mon promoteur de mémoire le Professeur Michel Liégeois pour ses conseils et sa connaissance de mon pays le Niger.

Je remercie également tous les enseignants et intervenants du Département ESPO dont les enseignements et les échanges ont nourri mes connaissances tout au long de ce master.

Enfin merci aussi chaleureusement à ma famille pour leur soutien, leur patience et leurs encouragements tout au long de mon travail.

Résumé

Les crises alimentaires au Niger se suivent de manière accélérée avec 8 années de crise alimentaire sur les 20 dernières années affectant plus de 10% de la population. Les conséquences nutritionnelles sur les enfants de moins de 5 ans affectent le développement notamment cérébral de ces enfants et se feront sentir durant des décennies sur l'ensemble du pays. La croissance démographique débridée au Niger est l'une des plus élevées du monde et produira ses effets sur les décennies à venir avec un doublement de la population tous les 20 ans et un très faible dividende démographique. Le réchauffement climatique touchera le Sahel au delà des 2° C annoncés et impactera significativement la production agricole et les ressources naturelles vers le bas malgré une pluviométrie plus abondante mais mal répartie avec des extrêmes de plus en plus fréquents. La situation politique et sécuritaire détériorée se traduit, entre autres, par une diminution inquiétante des contributions des partenaires internationaux traditionnels du Niger comme l'UE, que ce soit l'aide humanitaire ou l'aide au développement, qui ne pourra être que très partiellement compensée par des ressources internes croissantes venant du pétrole et de l'uranium qui réduiront par contre la dépendance exagérée du Niger aux financements extérieurs. Un petit nombre de priorités clairement définies et expliquées devra être retenu et tous les efforts de développement devront y être concentrés pour entraîner une adhésion de toute la population.

Abstract:

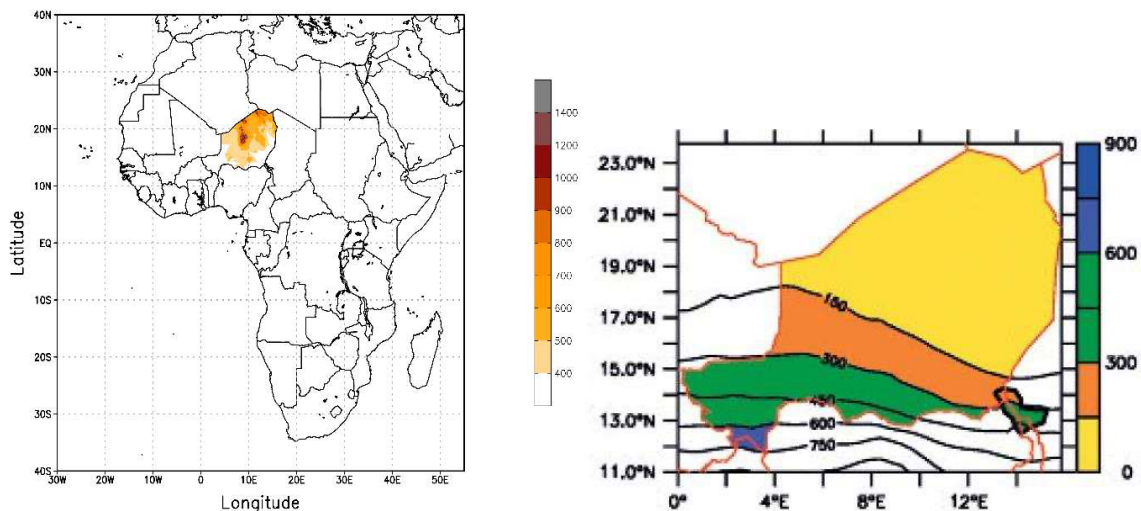
Food crises in Niger follow one another in an accelerated manner with 8 years of food crisis out of the last 20 years affecting more than 10% of the population. The nutritional consequences on children under 5 years of age affect the development, particularly the brain of these children, and are felt for decades throughout the country. Niger's unbridled population growth is one of the highest in the world and will have its effects in the coming decades with a doubling of the population every 20 years and a very small demographic dividend. Global warming will affect the Sahel beyond the 2°C forecast and will significantly impact agricultural production and natural resources downwards despite more abundant but poorly distributed rainfall with increasingly frequent extremes. The deteriorating political and security situation is reflected, among other things, in a worrying decrease in the contributions of Niger's traditional international partners like EU whether it is delivered under humanitarian aid or development aid, which can only be partially offset by increasing domestic resources from oil and uranium, which will, on the other hand, reduce Niger's exaggerated dependence on external financing. A small number of clearly defined and explained priorities will have to be retained and all development efforts will have to be concentrated on them in order to attract the support of the entire population.

Table des matières	page
- Introduction	1
- Chap.I. Analyse des principales causes de la récurrence des crises alimentaires	3
○ Définition des crises alimentaires, de leur récurrence et des effets sur les populations	3
○ Les causes conjoncturelles	5
▪ Pluviométrie	5
▪ Catastrophes naturelles	6
▪ Situations socio-politique et sécuritaire, contexte national, régional et international	8
○ Les causes structurelles	11
▪ Démographie	11
▪ Changements climatiques	13
▪ Dégradation des ressources naturelles	13
▪ Déficits de développement	14
▪ Contexte régional et international	15
- Chap.II.Réponses conjoncturelles :action humanitaire nationale et internationale	16
○ Structures nationales : MS, DNP-GCA,	17
○ Partenaires internationaux : l'ONU, les ONG, l'UE	19
○ Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique	24
- Chap. III. Réponses structurelles : prévention et développement	25
○ Prévention	25
○ Développement	25
- Chap.IV. Interdépendance entre action humanitaire, développement et paix	28
- Conclusion	31

Introduction

Le Niger est un pays enclavé de 1.267.000 km², situé en Afrique de l'Ouest et au centre du Sahel avec 75% du nord du pays situé en zone saharienne quasi désertique avec moins de 150 mm de pluie par an en moyenne. Seulement 11% du territoire au sud de l'isohyète des 300 mm de pluie permet des activités agricoles et pastorales qui concentre la grande majorité de la population.

Figure 1 : Carte du Niger et de ses zones climatiques ¹



En bleu : zone sahélo-soudanienne : 600 à 900 mm de pluie (1 % du territoire)

En vert : zone sahélienne : 300 à 600 mm de pluie (11 % du territoire)

En orange : zone sahélo-saharienne : 150 à 300 mm de pluie (12 % du territoire)

En jaune : zone saharienne : < 150 mm de pluie (77 % du territoire)

Source : Figure 1 : Mounkaila et al., 2022

Cette population estimée à 24,2 Mo d'habitants en 2020 (data WB 2020) croît à un taux de croissance de 3,9 %, le plus élevé du monde, qui double la population tous les 20 ans. Le taux annuel de croissance urbaine est estimé à 4,4 % par an en 2020 et la population urbaine, actuellement de 18%, représentera plus de 40% en 2030². 73% de la population active est employée dans l'agriculture et l'élevage qui contribuent pour 40% du PIB (data WB 2020). Cette agriculture est essentiellement pluviale donc fortement dépendante du régime pluviométrique qui connaît une variabilité intra et inter annuelle très forte³. La saison agricole s'étend de juin à septembre et est axée sur les céréales traditionnelles comme le mil, le sorgho, le maïs et depuis quelques décennies sur le riz de plus en plus consommé en Afrique de l'Ouest⁴ mais dont la production locale en riz pluvial et irrigué ne dépasse pas les 20 % de la consommation nationale et avec des rendements limités, le solde étant importé.

¹ Source : Mounkaila et al., 2022

² Data 2020a ; Programme Africain d'Adaptation et al. 2012

³ SE/CNEDD, 2020, p.20

⁴ Manzelli et al., 2015, p. 302

Au Niger la principale source d'eau est la pluviométrie et les précipitations au Sahel ont connu des modifications significatives entre 1970 et 2020 tant dans l'espace que dans le temps. Durant la période 1970-2000 le Sahel a connu une baisse importante d'environ 30% du cumul annuel de précipitations ⁵ qui a conduit à des sécheresses et des famines. Mais depuis 1998 le Niger a connu une amélioration significative des conditions pluviométriques avec une augmentation des cumuls annuels ⁶ et les prévisions climatiques montrent que cette tendance devrait se poursuivre durant les décennies à venir ⁷ au point que l'on parle d'un reverdissement du Sahel. Cependant ces améliorations devraient aussi s'accompagner d'une augmentation importante des phénomènes météorologiques violents ⁸ et d'une mauvaise répartition spatiale et temporelle des précipitations (sécheresses et inondations) impactant négativement les activités agricoles et pastorales.

La baisse des précipitations au cours de la période sèche (1970-2000), la variabilité des saisons sur la période suivante (2000-2020) et la pression humaine croissante sur les ressources naturelles ont aggravé la désertification et fragilisé la production agricole et pastorale au Sahel ⁹.

Les crises alimentaires intervenues après les mauvaises saisons associées à d'autres facteurs comme les hausses de prix, l'inflation et les pressions de décapitalisation des exploitations agricoles les plus vulnérables ou les problèmes d'accessibilité des vivres, se sont répétées avec une récurrence accélérée comme en 2005, 2010, 2012, 2015, 2022 et 2024.

Les causes sont à la fois conjoncturelles comme les mauvaises conditions climatiques, les sécheresses et les inondations ou les hausses de prix mais aussi structurelles comme l'augmentation démographique, la dégradation des ressources naturelles, le changement climatique, la faiblesse des rendements agricoles et le faible niveau technologique.

La situation sécuritaire et socio-politique en constante dégradation dans le sahel central, notamment au Niger, vient exacerber certaines de ces causes en limitant fortement les capacités d'intervention dans les zones les plus impactées par l'insécurité et la dégradation des relations diplomatiques régionales et internationales.

Les réponses aux causes conjoncturelles sont essentiellement de nature « humanitaire » avec des interventions importantes des structures nationales, des ONG, des agences des NU ou de l'UE comme ECHO. Les causes structurelles sont adressées par le gouvernement nigérien avec ses moyens financiers limités appuyés par les contributions importantes des partenaires techniques et financiers dans le cadre de l'aide au développement qui pouvait représenter jusqu'à 40 % des recettes du budget de l'État nigérien en 2020 jusqu'en août 2023 avant le coup d'État militaire ¹⁰.

Le présent travail vise donc à analyser la réalité d'une récurrence accélérée des crises alimentaires et de leurs impacts, en identifier les causes conjoncturelles et structurelles et les interventions de type actions humanitaires versus actions de développement. On essaiera de faire ressortir leurs évidentes complémentarités pour tenter d'en inverser les effets durablement

⁵ Sultan et al., 2015, p.9

⁶ Ozer et al., 2017, p. 381

⁷ Mounkaila et al. 2022, p. 257

⁸ Ozer et al., 2017, p.381

⁹ CILSS, 2004, p.3

¹⁰ Ministère des Finances, Rapport provisoire d'exécution du budget général de l'État fin décembre 2020

malgré les énormes contraintes environnementales, sociétales et économiques dans un contexte socio-politique et sécuritaire difficile. Une attention particulière sera portée sur les contributions de l'Union européenne et de ses États membres (EM), soit aux actions humanitaires (ECHO et EM), soit aux aides au développement (DG DEVCO / INTPA / BEI / EM). En effet l'UE et les EM représentaient généralement, jusqu'en août 2023 date du coup d'Etat, presque 50% des contributions extérieures totales soit en financement soit sous forme d'aide en nature ou de présence militaire.

Chapitre I. Analyse des principales causes de la récurrence des crises alimentaires

○ Définition des crises alimentaires, de leur récurrence et des effets sur les populations

Les crises alimentaires au Niger selon les critères de l'OMS sont définies par une combinaison de facteurs critiques qui affectent gravement la sécurité alimentaire et la santé nutritionnelle d'une population. Les critères principaux sont :

- La malnutrition aiguë globale (MAG) mesure le pourcentage d'enfants entre 6 et 59 mois souffrant de maigreur (poids insuffisant par rapport à la taille). Une prévalence de 15% ou plus est considérée comme une situation critique et est qualifiée de grave nécessitant une attention immédiate si elle est comprise entre 10 et 14 %. La malnutrition peut être classée en malnutrition aiguë sévère (MAS) si les enfants sont extrêmement émaciés (indice poids/Taille inférieur à -3 écarts types de la norme OMS) et nécessitent un traitement urgent (alimentation thérapeutique) ou en malnutrition aiguë modérée (MAM) lorsque les enfants sont maigres (indice Poids/Taille entre -2 et -3 écarts types de la norme OMS) mais dans une condition moins grave.
- La malnutrition chronique se développe sur le long terme souvent à cause de carences alimentaires prolongées qui se traduisent par plusieurs symptômes comme les retards de croissance (stunting) ayant un impact à long terme sur le développement cognitif et physique ou des carences spécifiques en fer, en vitamine A ou en iode. Ce type de malnutrition a un effet économique négatif à long terme considérable par le coût de prise en charge par la société des conséquences sur plusieurs décennies.
- Le taux de mortalité brut (TMB) et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (TMM5) sont utilisés pour évaluer l'urgence d'une situation. Si le TMB dépasse 1 décès pour 10.000 personnes par jour, la situation est jugée critique. Un TMM5 supérieur à 2 décès par jour pour 10.000 enfants signale une situation grave.
- La disponibilité et l'accessibilité aux aliments insuffisantes caractérisent souvent une crise alimentaire car soit il existe des pénuries de disponibilités dues à une mauvaise production agricole (sécheresses, inondations) soit l'accès aux aliments devient très difficile pour les ménages vulnérables (prix trop élevés, distances des marchés trop grandes). Les conflits ou les crises politiques peuvent aussi créer des problèmes dans les chaînes d'approvisionnement. En dessous d'une ration de 2.100 kcal/jour/pers on considère que l'on est en insécurité alimentaire.

Les crises alimentaires et nutritionnelles sont classifiées selon le cadre harmonisé, CH ¹¹, de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification : IPC) allant de 1 (minimale) à 5 (famine) en passant par :

- Phase 3 (crise) : les ménages n'ont plus suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins essentiels. Les ménages ont des déficits alimentaires qui se reflètent par des taux de malnutrition aiguë élevés ou supérieurs à la normale ; OU sont marginalement capables de couvrir le minimum de leurs besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.
- Phase 4 (urgence) taux de malnutrition élevés avec risques accrus de décès.
- Phase 5 (famine) situation extrême où des morts par inanition surviennent.

Sur les 10 dernières années (tableau 1. 2014-2024), 5 années (2014, 2021, 2022, 2023, 2024) ont eu un IPC phases 3 et 4 impactant plus de 10% de la population totale du Niger dont les 4 dernières années consécutives ¹². A ces années il faut rajouter 2005, 2010 et 2012 soit 8 années de crises alimentaires sur les 20 dernières années. Les populations étaient majoritairement en phase 3 qui représentaient entre 91% et 100% du total des phases 3+4.

Tableau 1. Niger : population impactée par les crises alimentaires des 10 dernières années avec un IPC = 3 et 4, mesuré en juin de chaque année			
Année (juin)	population totale du Niger (Mo hab.)	population en crise ph 3 et 4 (Mo hab.)	% touché
2014	16,40	2,20	13,4%
2015	16,79	1,16	6,9%
2016	17,48	1,02	5,8%
2017	18,14	1,30	7,3%
2018	21,30	0,80	3,7%
2019	21,80	1,17	5,6%
2020	22,10	2,01	9,1%
2021	23,30	2,30	10,3%
2022	24,90	4,40	17,7%
2023	25,90	3,30	12,7%
2024	26,15	3,40	13,0%

Source : Rapports régionaux 2014 à 2024 sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, fiche pays Niger, FSIN « Food Security Information Network ».

¹¹ Cadre Harmonisé, Manuel 3.0 édition 1023 FR, RPCA Food Security.net

¹² Rapports régionaux 2014 à 2024 sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, fiche pays Niger, FSIN « Food Security Information Network ».

Selon ce tableau il ressort clairement que la récurrence des crises alimentaires au Niger s'est accélérée et qu'elle tend à devenir chaque année plus problématique et plus coûteuse en terme d'interventions de type action humanitaire à court terme avec un nombre croissant de populations impactées. Les causes sont multiples et sont à la fois conjoncturelles à court terme et structurelles sur le temps long.

○ Les causes conjoncturelles

● La pluviométrie

La pluviométrie au Sahel concentrée de juin à septembre constitue un des principaux facteurs explicatifs des rendements agricoles et des disponibilités en pâturage et les principales variables d'intérêt pluviométrique et agronomique sont :

- La pluviométrie annuelle cumulée et le nombre de jours de pluie par an soit la précipitation moyenne par jour de pluie.
- Les événements pluvieux de fort cumul en 24 heures.
- Les dates de début et de fin de la mousson « agronomique » et donc sa durée.

Cette pluviométrie a connu une période de sécheresse prononcée de 1968 à 1993 et a recommencé à augmenter au milieu de la décennie 1991-2000 au point que l'on parle maintenant d'un reverdissement du sahel bien qu'elle n'a nulle part atteint les valeurs de la période 1950-1970 qui étaient excédentaires par rapport à la moyenne sur le long terme 1900-2015. Cependant cette augmentation récente depuis 2-3 décennies s'est aussi accompagnée d'une nette augmentation des pluies extrêmes entraînant de forts ruissellements et inondations liées aux sols très indurés ou encroutés durant la grande période de sécheresse des années 1970-1990 ¹³ qui réduisent la capacité de rétention en eau de sols.

Ceci expliquerait la stagnation des rendements agronomiques qui n'ont pas suivi les augmentations de pluviométrie et qui sont impactés négativement par les changements climatiques et le réchauffement des températures qui les accompagnent avec un démarrage plus tardif des pluies prévues dans quelques décennies ¹⁴.

Les saisons des pluies sont également plus précoces et plus longues mais souvent entrecoupées de périodes sèches plus longues et donc les pluies connaissent une variabilité plus grande dans le temps et dans l'espace ¹⁵.

La figure 2 suivante montre les grandes périodes de pluviométries et de sécheresse depuis 1900. On y voit clairement la période excédentaire de 1925 à 1965 puis ensuite les grandes sécheresses de 1967 à 1993, en particulier les années de grandes famines de 1973 et 1984 dont les images avaient fait le tour du monde et enfin un retour aux alternances entre années déficitaires et années excédentaires depuis la moitié des années 1990. On remarquera aussi que l'on est loin de retrouver les années 1950 vraiment excédentaires.

¹³ Descroix et al. 2012 et 2015

¹⁴ Sultan et al. 2015

¹⁵ Sultan et al. 2015

Figure 2 : Evolution de l'indice standardisé des précipitations (ISP) sur le bassin du Niger à Niamey de 1900 à 2014. $ISP = (P_i - P_m) / ET$ avec P_i = précipitation de l'année i , P_m = précipitation moyenne de la série, ET = écart type de la série (Balme et al. 2006).¹⁶

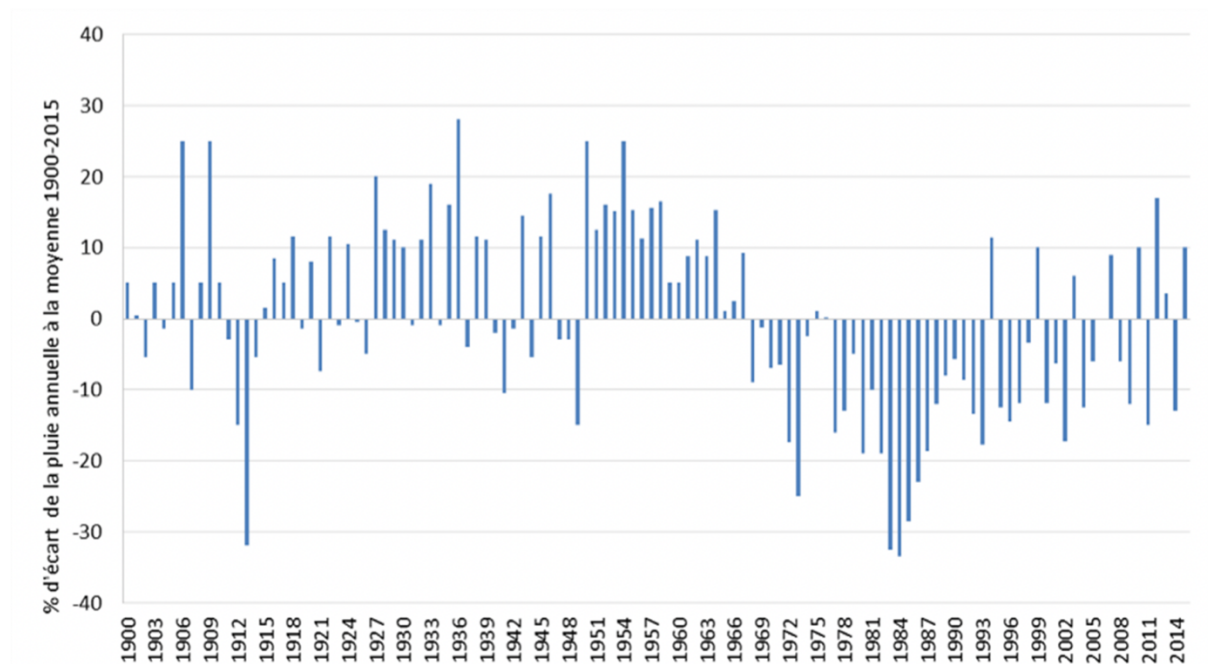


Figure 2 : Evolution de l'indice standardisé des précipitations (ISP) sur le bassin du Niger à Niamey de 1900 à 2014 . Source Descroix et al., 2015.

- Les catastrophes naturelles

Les principales catastrophes naturelles qui frappent actuellement le Niger sont les sécheresses et les inondations dont la fréquence et l'ampleur semblent augmenter en même temps que le changement climatique se fait de plus en plus sentir comme le montre les graphiques suivants et malgré le fait que la pluviométrie annuelle et donc le cumul des précipitations est plus important depuis le début des années 2000 surtout depuis 2010.

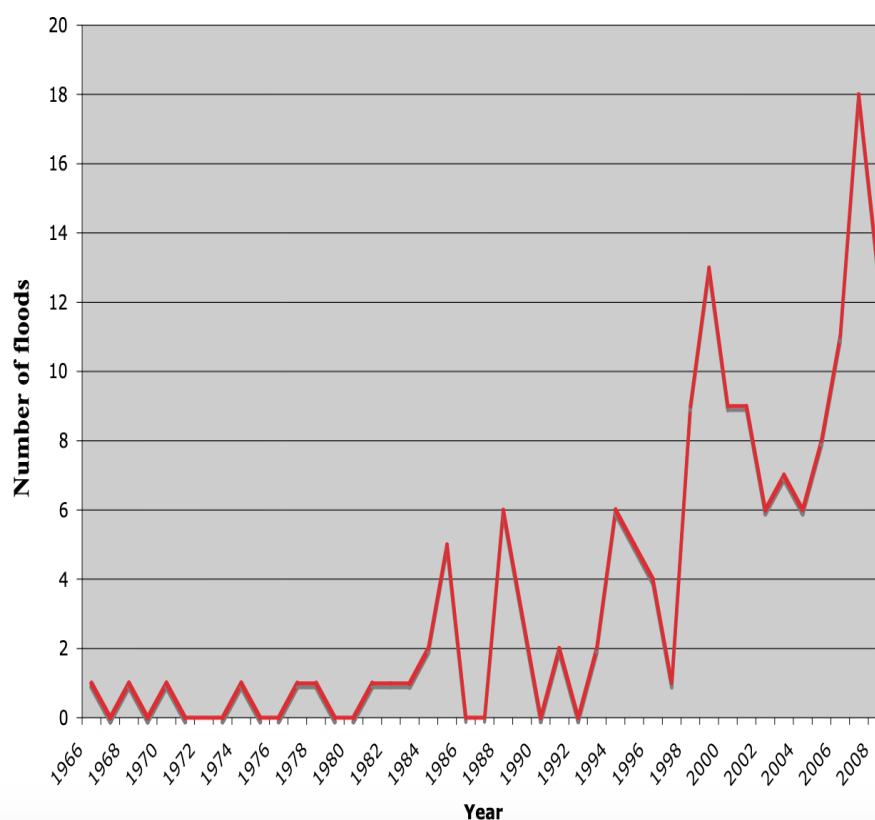
L'occurrence de ces inondations est à la fois conjoncturelle car il est difficile de prévoir plus de 10 jours à l'avance leur apparition et à la fois structurelle car les observations sur le plus long terme (2000-2024) montrent clairement une plus grande répétition et gravité et la nécessité de prévoir structurellement les moyens pour venir en aide aux populations touchées. Des actions de développement pour lutter contre l'érosion et le ruissellement doivent donc être prévues pour limiter les effets négatifs de ces catastrophes naturelles. Des actions humanitaires doivent toutefois être prévues pour faire face aux impacts immédiats des inondations de plus en plus fréquentes et qui affectent une population elle-même en augmentation constante du fait de la démographie.

¹⁶ Volume 12 (2015) Climatologie, 12 (2015) 25-43 <https://doi.org/10.4267/climatologie.1105>

Selon les données de la base de données sur les inondations « Niger ANADIA (BDINA) », au Niger de 1998 à 2020, un total de plus de 3 millions de personnes et environ 7100 localités ont été touchées par des inondations avec plus de 225.000 maisons détruites et des pertes d'environ 250.000 ha de cultures et de 46.000 unités de bétail et une forte augmentation des dommages est manifeste sur la période. La plupart des dommages sont concentrés sur la période 2010-2020.

Figure 3. Inondations au Niger de 1966 à 2008

R.B. Zougmore *et al.*: Cah. Agric. 2018, 27, 34001



Figures 4 et 5. Nombre de personnes, maisons, cultures et bétails affectés par les inondations de 1998 à 2020.

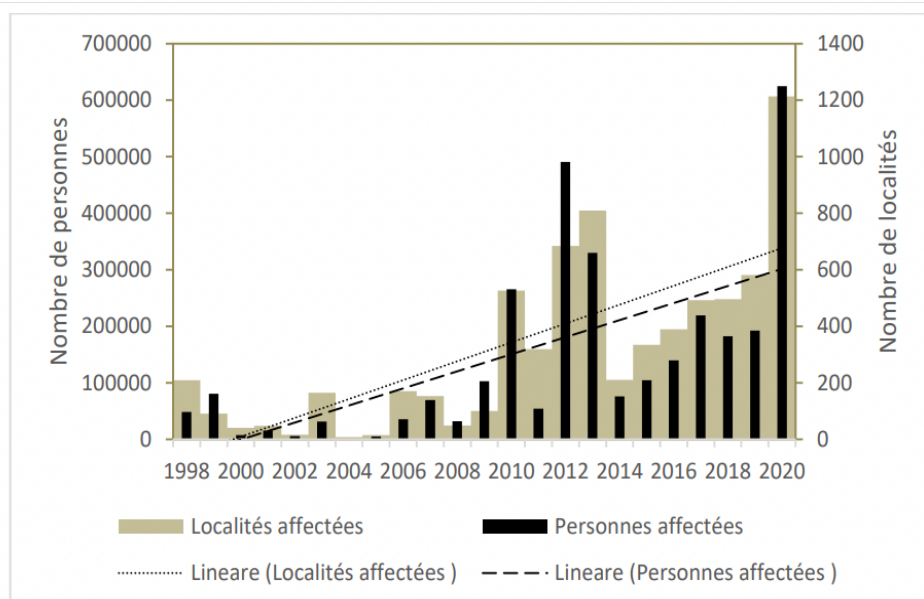


Figure 1 : Niger, nombre de personnes et de localités affectées par an par les inondations entre 1998 et 2017

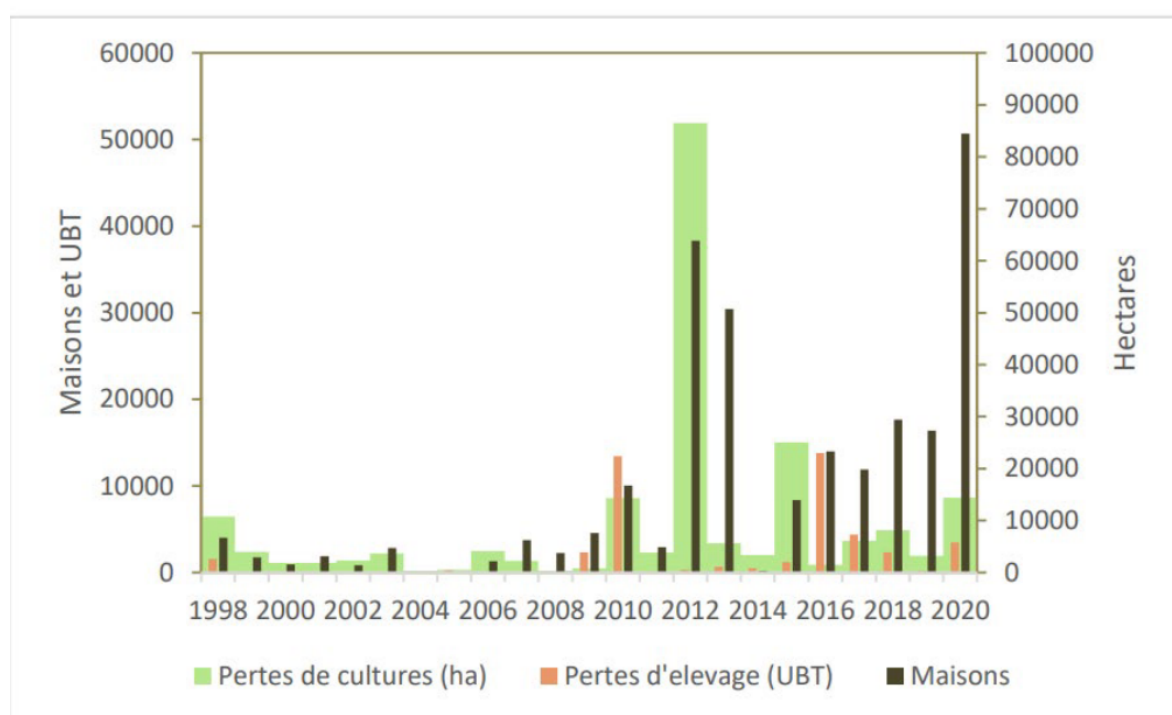


Figure 2 : Niger, pertes de maisons, cultures et de bétail à cause des inondations par an entre 1998 et 2020

Source : OCHA , Cadre d'Action Anticipatoire, Pilote du Niger : Inondations , 24/10/2024 p.14
BDINA – Base de données sur les inondations ANADIA-NIGER (inondations-niger.org),
ANADIA 2.0 , Les inondations au Niger 1998-2020, rapport 27, juillet 2021.

- Situation socio-politique et sécuritaire nationale et internationale

Depuis le début des années 2010, on assiste à une véritable flambée de violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest dans le sillage du Printemps arabe et de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel en particulier, sont l'objet de plus en plus fréquents de conflit et de violence politique avec des guerres civiles, du terrorisme à motivation religieuse, des insurrections séparatistes, de coup d'État militaires et de conflits communautaires avec une dimension locale, nationale et régionale.

Les premiers foyers de violence sont apparus initialement il y a plus de dix ans au Mali et au Nigéria et se sont étendus aux états voisins comme le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger et le Tchad pour le Sahel. A cela il faut ajouter une série de coup d'état dans la région et une certaine propagation des violences vers les états côtiers voisins comme le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

En Afrique du Nord par contre, la situation sécuritaire s'est plutôt calmée et stabilisée y compris en Libye depuis le cessez-le-feu de 2020.

La carte qui suit montre bien la localisation des principales régions de conflit et leur type et illustre bien les principales régions touchées en 2024 avec le Mali et le Burkina Faso à l'Ouest et le Nigéria et le Tchad à l'Est. Le Niger est également concerné dans quatre régions, Tillabéry et Tahoua à l'Ouest sur les zones frontalières avec le Burkina et le Mali, Maradi au centre à la frontière avec le Nigéria et Diffa à l'Est à la frontière du Tchad et du Nigéria ¹⁷.

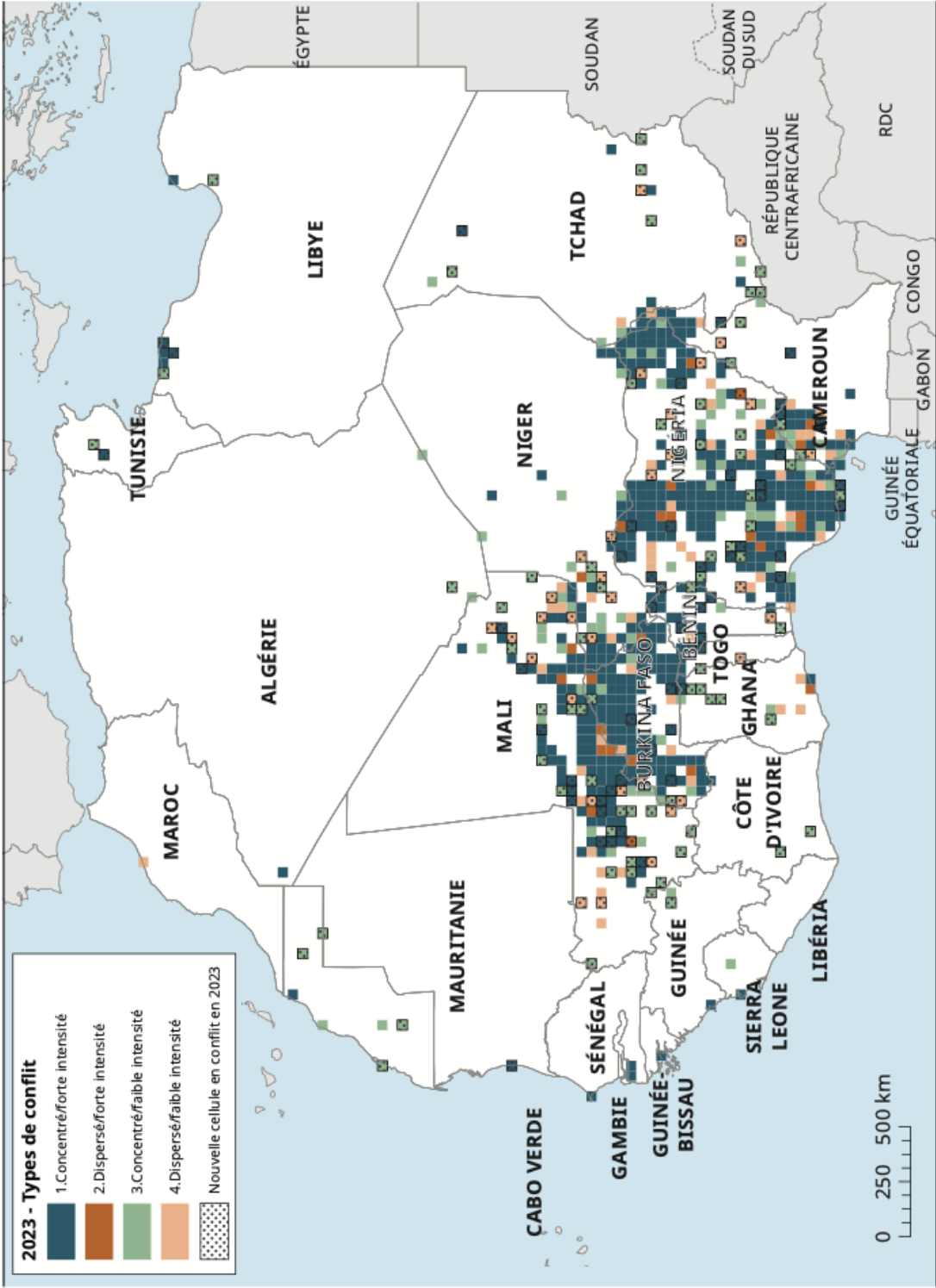
La dégradation de la situation sécuritaire dans les régions de Tillabéry, Tahoua, Maradi et Diffa a déplacé plus de 700.000 personnes à l'intérieur du pays si l'on y ajoute les flux de population transfrontaliers (source ACF, 5 avril 2024) et l'on estime à 4,5 millions de personnes qui auront besoin d'une aide alimentaire urgente au Niger en 2024. Les attaques des groupes terroristes et autres acteurs armés se multiplient et affectent fortement les activités de subsistance locale ainsi que le commerce et presque toutes les activités génératrices de revenu sans compter les importants déplacements de populations que cela provoque. Par conséquent les interventions humanitaires ont été encore plus impactées négativement par les attaques ainsi que par les opérations militaires de l'État pour lutter contre ces attaques. A cela il faut encore rajouter le contexte socio-politique à la suite du coup d'État militaire de juillet 2023 qui a contribué à la détérioration de la situation alimentaire, en particulier en raison des sanctions économiques, financières et commerciales imposées par la CEDEAO. Les biens de consommation sont toujours présents sur les marchés locaux mais les restrictions des flux commerciaux et transfrontaliers ont fait diminuer l'offre de produits de base .

¹⁷ Source : Notes Ouest-Africaines Mars 2024, n° 42, Steven Radil et Olivier Walther, « Appréhender les dynamiques locales des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest », CSAO / OCDE

Carte 1.

Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2022 et 2023 (suite)

2023



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (ACLED, 2024₍₆₎).

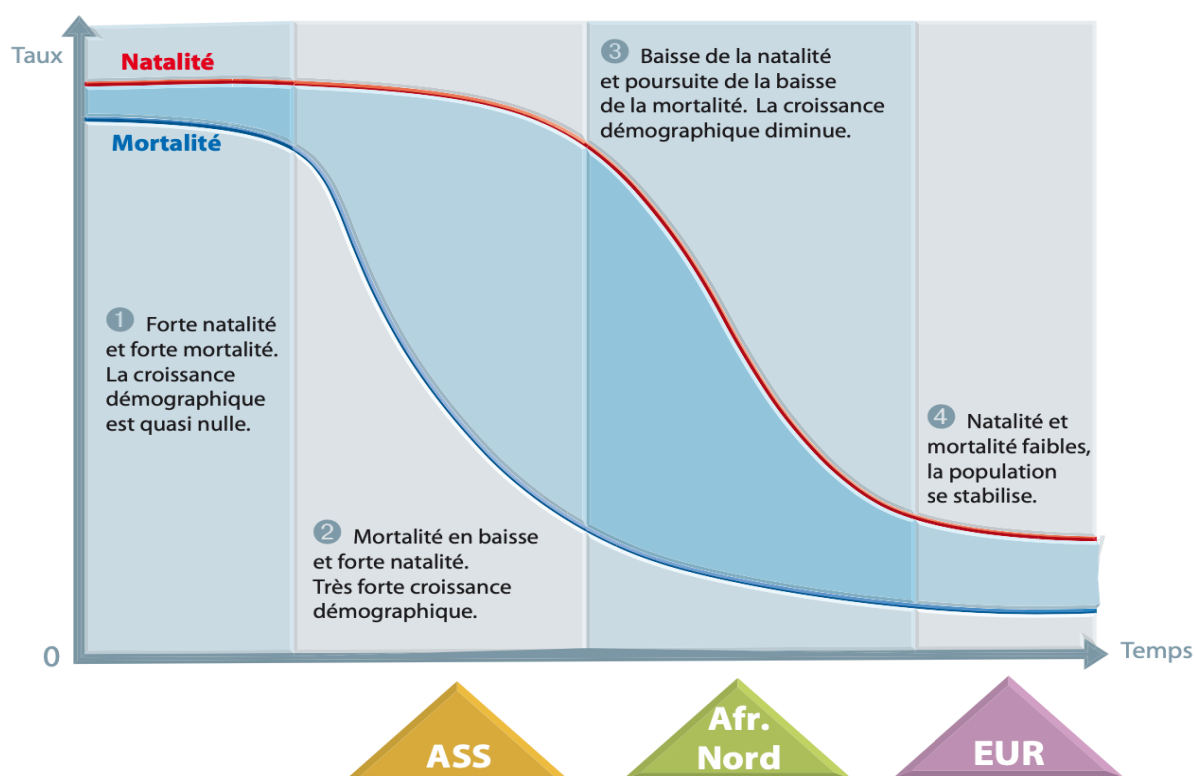
- **Les causes structurelles**

- **La démographie**

Parmi les causes structurelles des crises alimentaires et de leurs fréquences au Niger, le paramètre démographique est sans doute le plus important par son impact sur l'environnement et sur les ressources naturelles principalement le sol et sa capacité productive. De plus le Niger présente des caractéristiques particulières de sa dimension démographique avec son niveau d'indice de fertilité (nombre d'enfants par femme) le plus élevé du monde. Le Niger est donc typiquement dans la phase 2 de la transition démographique (ASS : Afrique Sub-Saharienne) avec une mortalité en forte baisse depuis 50 ans et une natalité en forte croissance qu'explique un taux de croissance démographique annuel de 3,9 % ce qui double la population tous les 19 ans.

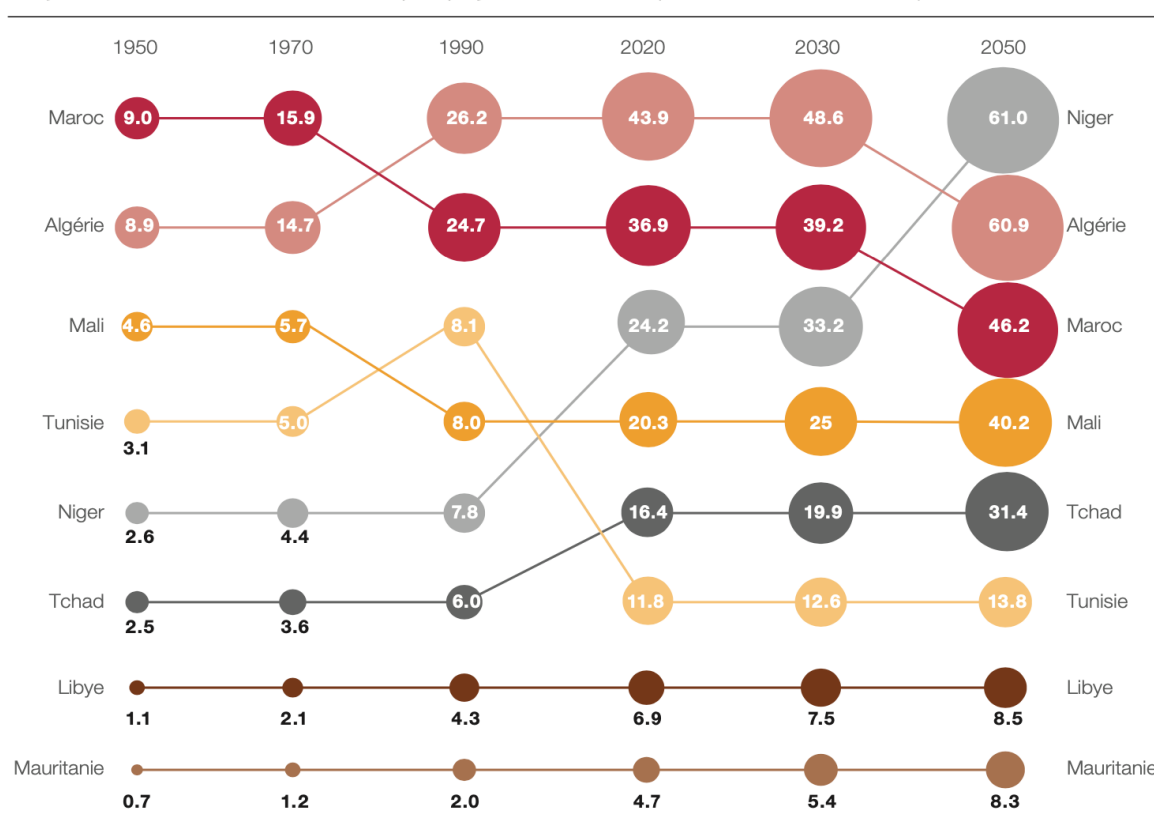
Le phénomène est encore accentué par le faible taux d'urbanisation du Niger (18% en 2020 par rapport à la moyenne d'Afrique de l'Ouest à 47% et de l'Afrique du Nord à 70%) sachant qu'il existe une forte corrélation entre urbanisation et taux de natalité (familles plus petites en ville) ou entre urbanisation et scolarité des filles. Les projections basses pour 2050 donnent une population de plus de 61 Mo de nigériens contre 24 Mo en 2020 (la plus importante de l'Afrique de l'Ouest et du Nord après le Nigéria et l'Egypte) dont encore 50% en zones rurales. Les défis en termes de sécurité alimentaire et d'impact environnemental sont donc énormes surtout dans le contexte général du changement climatique.

Figure 6. La transition démographique



Source : CEDEAO-CSAO/OCDE©2007, novembre 2007, 'Les dynamiques démographiques'

Figure 7. Projections du nombre d'habitants par pays, 1950-2050 (en millions d'habitants)
Projection du nombre d'habitants par pays, 1950-2050 (en millions d'habitants)

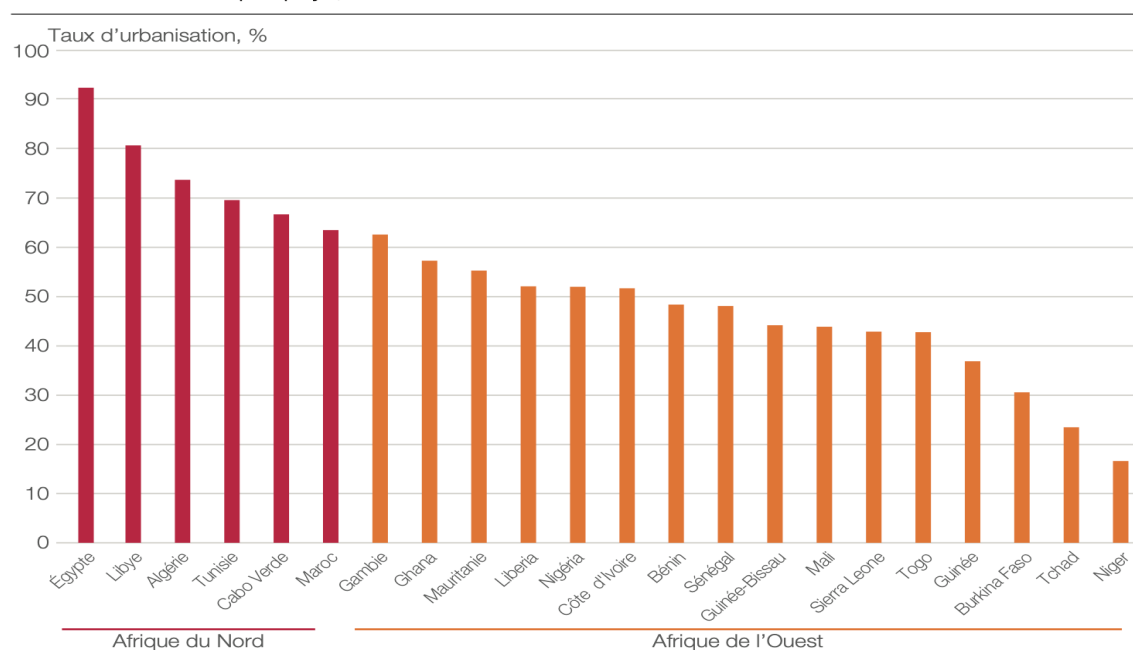


Note : Les taux de croissance annuelle moyens se réfèrent à la fin de la période d'observation. Projections basses pour le Sahel et moyennes pour l'Afrique du Nord.

Source : OCDE/CSAO (2014[3]). Mis à jour par l'auteur à partir de Nations Unies (2019[1]).

Figure 8. Taux d'urbanisation par pays, 2020.

Taux d'urbanisation par pays, 2020



Sources : Banque mondiale (2021[13]), OCDE/CSAO (2020[2]). Calculs de l'auteur.

Cette forte natalité va développer une pyramide des âges avec beaucoup de jeunes donc un pourcentage élevé de personnes en âge de procréer ce qui ralentit la baisse du taux de croissance de la population.

Dans le cas du Niger jusqu'à présent le SIDA n'a pas touché un pourcentage élevé de la population et donc n'a pas influencé significativement ni le taux de mortalité, ni de natalité. De même jusqu'à présent le Niger n'a pas connu de migrations internes ni externes significatives vers l'Europe ou vers les pays voisins de la région mais la situation sécuritaire avec les conflits existants pourrait modifier les tendances migratoires. Le taux d'urbanisation est le plus faible de toute la région ce qui devrait ralentir le processus de baisse de la natalité. L'amélioration plus rapide du taux d'alphabétisation des filles surtout en milieu rural pourrait impacter positivement la croissance démographique et induire une baisse plus rapide du taux de natalité.

- Changements climatiques

Le Sahel a connu un basculement climatique avec les grandes sécheresses de la période 1970-1995 qui ont succédé à une période humide 1950-1970. Depuis les années 2000, on observe une tendance différente entre les parties ouest du Sahel plus sèches et les parties centrales et est plus humides. Les changements climatiques au niveau mondial ont un impact direct sur la variabilité du climat au Sahel et dans l'Afrique de l'Ouest¹⁸, en particulier sur les éléments suivants :

- Le régime pluviométrique est durablement modifié avec une augmentation de la pluviométrie cumulée mais due surtout à une fréquence accrue des pluies intenses associée à des périodes sèches plus fréquentes aussi durant la saison pluvieuse, par exemple des crues centennales (une fois tous les 100 ans) du fleuve Niger se sont produites 3 fois en 3 ans (2020-2023).
- Le réchauffement climatique a un impact déterminant avec une augmentation continue à la fois des températures journalières maximum (0,14 °C/10 ans) et minimum (0,20 °C/10 ans) supérieures aux seuils de l'Accord de Paris (0,1°C). Le réchauffement de l'atmosphère induit une augmentation de la vapeur d'eau et donc des précipitations plus extrêmes.
- Les 30 années de sécheresse de 1970 à 2000 ont eu un impact durable sur la déforestation et surtout sur l'induration des sols (durcissement) qui provoque une augmentation importante du ruissellement donc des inondations.

Les dynamiques socio-démographiques, l'impact de l'élevage pastoral et le faible taux d'urbanisation au Niger sont venues amplifier les conséquences des changements globaux dont le réchauffement climatique n'est qu'une des composantes.

- Dégradations des ressources naturelles

La faible productivité des systèmes agricoles en Afrique subsaharienne et au Sahel en particulier peut être attribuée à différents facteurs tels que la dégradation des sols avec moins de jachère longue (effet démographique), moins d'intégration agriculteurs et éleveurs, la faible

¹⁸ Acquis du CILSS dans le domaine du climat : 50 ans d'observation du climat et de ses impacts

mécanisation et le renforcement des aléas pluviométriques du fait du changement climatique¹⁹. Dans la plupart des situations, surtout au Sahel, la baisse de fertilité des terres cultivées a pour origine l'accroissement des populations rurales. Au-delà d'une certaine densité d'occupation des terres, les agriculteurs ne sont plus en mesure d'entretenir la fertilité des sols par la jachère de moyenne ou longue durée faute de terres disponibles²⁰. Un certain nombre de techniques endogènes existent et sont utilisées mais sont difficiles à mettre en œuvre sur de grandes superficies par manque de main d'œuvre, de capacité d'investissement en moyen de transport et d'utilisation d'intrants externes (engrais, fumure organique, travaux antiérosifs, etc...) ou à cause de problèmes fonciers. Les incertitudes climatiques et pluviométriques de la plus grande partie du territoire nigérien rendent souvent aléatoires la productivité et la rentabilité de ces investissements lorsqu'ils n'obligent pas les ménages ruraux les plus vulnérables à décapitaliser leurs moyens de subsistance, comme le petit bétail, pour couvrir leurs besoins de base d'alimentation, de santé ou de logement en période de soudure difficile.

- Déficits de développement

Le Niger dispose d'un plan de développement appelé « Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2022-2026 ». Le PDES 2022-2026 est la deuxième déclinaison quinquennale de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive Niger 2035²¹.

En termes d'offre, le secteur primaire, tiré par l'agriculture, génère en moyenne 40% du PIB, et emploie environ 80% de la population active. Une bonne partie de la production agricole est réalisée par de petites exploitations familiales, presque exclusivement orientées vers l'autosubsistance. Ce secteur a connu un taux d'accroissement annuel moyen de 6,1% sur la période 2017-2020. Il a baissé de 4,5% en 2021, en lien avec la forte baisse de la production céréalière (-39%), partiellement compensée par la hausse de 11,9% de la production des cultures irriguées. L'économie nigérienne souffre d'un problème de compétitivité et de productivité lié en partie aux coûts des facteurs de production et une forte informalité des activités. Les niveaux de diversification économique par secteur sont faibles.

Le secteur secondaire représente en moyenne 20,4% du PIB, principalement par le biais du secteur extractif, l'industrie manufacturière étant toujours embryonnaire. La croissance moyenne annuelle du secteur secondaire s'est établie à 5,9% sur la période 2017-2020. Elle ressortirait à 4,1% en 2021, reflétant le repli de la production d'uranium induit par la fermeture de la COMINAK (Compagnie minière d'Akouta).

En ce qui concerne le secteur tertiaire (en moyenne 41% du PIB), le commerce et les transports ainsi que le secteur public en sont les principales composantes. La croissance moyenne annuelle du secteur tertiaire s'est établie à 4,0% sur la période 2017-2020.

Le Niger demeure au bas du classement de l'indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement en 2020 (PNUD) avec une fragilité qui est à la fois d'ordre politique, sécuritaire, économique et sociale, liée à la pression démographique et aux inégalités qui découlent d'une capacité trop limitée de l'État à fournir des services publics. Le taux de pauvreté est estimé à 41 % en 2019 contre 59.5 % en 2008. Le Niger est en dernière

¹⁹ source : Ehui et Pender 2005 ; Tittonel et Giller, 2013

²⁰ Floret et Serpantié, 1993

²¹ source : NIGER_PDES_2022-2026_VOLUME_1_Diagnostic stratégique.pdf

position sur l'Indice de développement humain (IDH) et l'Indice d'inégalité de genre ²²(IIG) avec des valeurs respectives de 0.353 et 0.724 en 2019. Plus de 50 % des enfants de 7 à 12 ans sont hors de l'école; pour les jeunes de 13 à 16 ans ce pourcentage s'élève à 60 %, majoritairement des filles ²³.

Dans ce contexte, le secteur de l'éducation et de la formation ne joue pas son rôle de développement des compétences et d'ascenseur social.

Depuis plusieurs années, la république du Niger est confrontée à des crises multiples et interconnectées, telles que l'insécurité alimentaire chronique, les conflits, les inondations, l'impact du changement climatique, la pauvreté structurelle et la faiblesse des services sociaux de base.

À tout cela se sont récemment ajoutées les conséquences des sanctions imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la suite du coup d'État du 26 juillet 2023. En outre, la dégradation de la situation sécuritaire dans les régions de Tillabéry, Diffa, Tahoua et Maradi, ainsi que les flux de population transfrontaliers, ont déplacé plus de 700 000 personnes à l'intérieur du pays. On estime que d'ici 2024, plus de 4,5 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire au Niger ²⁴.

Dans les régions de l'extrême Est, à Diffa, de l'Ouest, à Tahoua et Tillabéry et du centre Sud, à Maradi, au moins 20 % des foyers font face à un déficit alimentaire résultant principalement des effets de la crise sécuritaire, qui ont été exacerbés au cours des derniers mois par la situation sociopolitique. En conséquence, ces régions continuent de présenter les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés du pays.

La crise sécuritaire qui sévit dans ces quatre régions, où vivent la plupart des déplacés internes, continue de s'aggraver. Les attaques de groupes terroristes et d'acteurs armés se multiplient et, en plus de provoquer d'importants déplacements de population, elles affectent considérablement les activités de subsistance locales, le commerce et presque toutes les opportunités de revenus. Dans ce contexte, les interventions des acteurs humanitaires ont été encore plus limitées par l'intensification des opérations militaires de l'État pour lutter contre ces attaques.

- Contexte régional et international

Au niveau régional, le contexte sociopolitique du Niger a largement contribué à la détérioration de la situation alimentaire, en particulier en raison des sanctions économiques, financières et commerciales qui ont été imposées par la CEDEAO à la suite du coup d'État de juillet 2023. Si les biens de consommation restent présents sur les marchés locaux, les restrictions des flux commerciaux nationaux et transfrontaliers ont fait diminuer l'offre de produits de base, dont la disponibilité est notablement inférieure à la moyenne des cinq dernières années. Les éleveurs, les foyers dont les capacités de production agricole sont limitées et les institutions exigent la reconstitution des stocks des commerces, et le prix de toutes les céréales, y compris des produits locaux tels que le mil et le sorgho, augmentent entre 25 et 40 % ²⁵(ACF mars 2024).

²²PNUD, septembre 2022, *Rapport sur le développement humain 2021/2022*

²³ PNUD, Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2020*

²⁴ *source Action Contre la Faim, ACF 5 mars 2024*

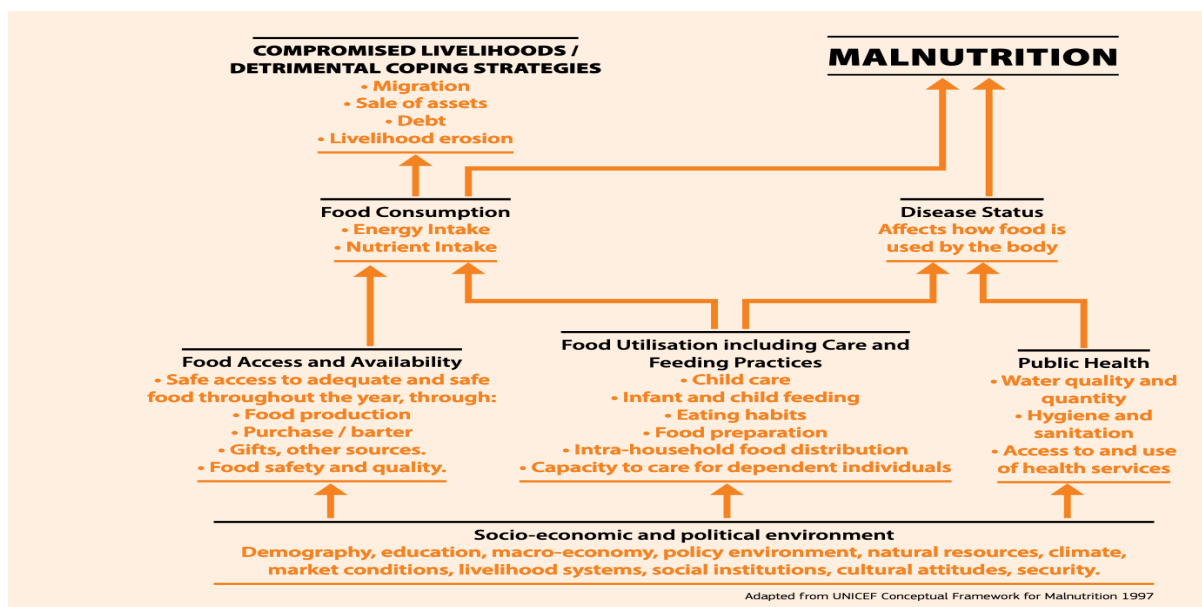
²⁵ *ACF 5 septembre 2024*

Au niveau international, le coup d'Etat de juillet 2023 et le rapprochement avec les juntes du Mali et du Burkina Faso, qui forment le 6 juillet 2024 l'Alliance des États du Sahel (AES), isolent le Niger de ses principaux partenaires traditionnels de coopération qui ont suspendus ou fortement réduit leurs programmes et financements. Or le Niger est très largement dépendant de ces financements pour ses recettes budgétaires qui représentent généralement environ 40% de ses ressources extérieures (*source : Rapport provisoire d'exécution du budget de l'État à fin décembre 2022, Ministère des Finances*).

Qui plus est, le Niger est en proie à des conflits depuis des années. La région de Diffa connaît une recrudescence de la violence marquée par de graves incidents tels que des enlèvements par des groupes armés non étatiques, des attaques contre des véhicules des autorités locales et même des attaques contre des travailleurs humanitaires. La situation sécuritaire dans la région de Tillabéry est également très instable, étant donné qu'elle fait partie de la zone du Liptako Gourma, un vaste espace qui relie trois pays du Sahel (Mali, Burkina Faso et Niger) et qui est en proie aux attaques de groupes armés non étatiques. La région de Tahoua, située au carrefour du Mali et du Nigeria, a également vu sa situation sécuritaire se dégrader en raison de conflits intercommunautaires et d'assassinats ciblés, mais aussi d'enlèvements et de vols massifs de bétail. Les attaques touchent à la fois la population autochtone (commerçants et éleveurs) et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, contraintes de fuir leur foyer en raison de la pénurie, de la violence et du changement climatique.

Chapitre II. Réponses conjoncturelles : l'action humanitaire nationale et internationale

Figure 9. Cadre conceptuel :



Source: UNICEF Conceptual framework for malnutrition 1997

○ Structures nationales

Depuis plusieurs années, le Niger est confronté à des crises multiples et interconnectées, telles que l'insécurité alimentaire chronique, les conflits, les inondations, l'impact du changement

climatique, la pauvreté structurelle et la faiblesse des services sociaux de base. À tout cela se sont récemment ajoutées les conséquences des sanctions imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la suite du coup d'État du 26 juillet 2023. En outre, la dégradation de la situation sécuritaire dans les régions de Tillabéry, Diffa, Tahoua et Maradi, ainsi que les flux de population transfrontaliers, ont déplacé plus de 700 000 personnes à l'intérieur du pays. On estime qu'en 2024, plus de 4,5 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire au Niger.

Les programmes de protection sociale constituent souvent la première réponse à l'insécurité alimentaire et aux chocs climatiques. Cependant dans ce cas, l'innovation reposait sur une approche préventive. Le gouvernement a utilisé des données satellitaires d'alerte précoce afin d'identifier les zones affectées par la sécheresse et intervenir en amont par l'intermédiaire de transferts monétaires d'urgence.

L'initiative nationale 3N « Les Nigériens Nourissent les Nigériens » dans son Programme Sectoriel 10 : « Gestion de l'insécurité alimentaire conjoncturelle et des situations de crise » déclare : « Le Niger est confronté à une diversité de risques et a expérimenté ces dernières années des crises humanitaires d'ampleur résultant de sécheresses, d'invasion acridienne ou encore de l'impact de conflits dans les pays voisins. Chaque année ce sont en moyenne 1 à 2 millions de personnes qui nécessitent des interventions ponctuelles pour soutenir leur sécurité alimentaire. Les épisodes de crises alimentaires d'ampleur ces dernières années ont pu toucher jusqu'à 8 millions de personnes avec des centaines de milliers d'enfants en situation de malnutrition aigüe.

Pour faire face à ces conjonctures, le Niger s'est doté depuis plus de 30 ans d'un Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) qui a acquis une expérience reconnue et a évolué progressivement pour s'adapter aux besoins et aux leçons apprises.

Dès sa création, la stratégie de l'Initiative 3N a visé, à travers son axe stratégique 3, à intégrer et assurer la complémentarité des efforts de développement pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous d'une part, et les actions d'urgence lorsqu'elles sont nécessaires d'autre part afin d'éviter que des situations conjoncturelles deviennent un frein ou obstacle pour l'atteinte des objectifs de développement que se fixe le pays.

Pour faire face à ces situations ce Programme Stratégique comprend à la fois les mesures de veille et d'anticipation, de réduction des risques, et de réponses d'urgence proprement dites. La veille et l'anticipation sont assurées par la fonctionnalité des systèmes d'information et d'alerte qui doivent permettre de se préparer et de répondre précocement pour limiter l'impact des chocs. Ils permettent également d'évaluer le nombre de personnes ou ménages affectés et leurs besoins.

La réduction des risques comprend en particulier des mesures de préparation et de prévention, tel que l'existence et l'entretien de stocks alimentaires (en nature ou en espèces) nationaux et régionaux, les mécanismes d'assurance en cas de sécheresse (tel le mécanisme ARC « African Risk Capacity ») et d'autres éléments inclus dans la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes.

Enfin les réponses d'urgence recouvrent les actions humanitaires qui s'imposent pour répondre aux besoins en situation de crises, en termes de sécurité alimentaire, de nutrition, de protection des moyens d'existence, de sécurité des personnes et des infrastructures etc.

Malgré la prise de conscience et l'engagement grandissants des autorités et des parties prenantes dans le domaine de la nutrition, les fortes prévalences de la sous-nutrition sous toutes ses formes, les carences nutritionnelles et l'émergence des maladies non transmissibles en lien avec la nutrition demeurent un défi crucial à relever au Niger.

En effet les taux de malnutrition dépassent très souvent les seuils d'alerte et même d'urgence fixés par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Près de deux enfants de moins de cinq ans sur cinq souffrent aujourd'hui de malnutrition chronique, c'est-à-dire d'un retard de croissance (une petite taille par rapport à son âge). Ce statut nutritionnel entrave le développement du cerveau et du système immunitaire, rendant les individus plus sensibles aux maladies, confrontés à des difficultés durant leur scolarité (développement psychomoteur et cognitif de l'enfant sous optimal), puis plus tard, à une activité économique réduite et donc une plus faible capacité à générer des revenus. La malnutrition chronique durant la petite enfance est également à l'origine de maladies non transmissibles chez l'adulte (hypertension, diabète, surpoids/obésité, etc.) faisant peser sur le pays le double fardeau de la malnutrition et des retards psychomoteurs ²⁶.

Parmi les nombreuses causes et facteurs contributifs de la malnutrition chronique, il faut noter qu'au Niger plus du quart (27%) des enfants naissent avec un faible poids de naissance, indication d'un retard datant de la vie intra-utérine et augmentant considérablement les risques d'être atteint de malnutrition dans les premières années de sa vie. Ce retard est souvent lié à la santé de la mère, à son statut nutritionnel (notamment si elle aussi a souffert de malnutrition chronique durant sa petite enfance), à son âge et à l'écart entre les grossesses. Les carences en micronutriments, souvent qualifiées de « tueurs silencieux », sont également très fréquentes. Près des trois quarts (73%) des enfants de moins de cinq ans souffrent d'anémie, un indicateur de carences en fer, un des micronutriments clés essentiels à la survie, à la croissance et au développement de l'enfant. L'anémie touche aussi plus de la moitié (56%) des femmes nigériennes en âge de procréer. Les autres carences en micronutriments y compris en acide folique, vitamine A et zinc, sont également élevés. Enfin, plus de 80% de la population risque des troubles dus aux carences en iode car le sel consommé est principalement non iodé ou en dessous du seuil optimal requis. Les troubles dus aux carences en iode sont l'une des causes les plus connues de retard mental et de troubles durant la grossesse pouvant occasionner la mort du fœtus dans l'utérus ou la naissance d'un enfant mort-né ²⁷.

Enfin, la malnutrition aiguë, affecte chaque année plus d'un million d'enfants dont au moins 350 000 sous la forme la plus sévère (MAS) et parmi ceux-ci quelque 55 000 enfants présentent des complications médicales sérieuses qui nécessitent une hospitalisation et des soins intensifs.

De tels niveaux de malnutrition ont des conséquences alarmantes :

- Plus de 46 000 décès annuels d'enfants sont estimés être liés à la sous-nutrition (toutes formes confondues : malnutrition chronique, aiguë et carence en micronutriments) ;
- Le manque à gagner pour le Produit Intérieur Brut (PIB) est considérable. Le rapport global de nutrition de 2014 estime que les pays connaissant le fardeau de la sous-nutrition en Afrique perdent 8% à 20% de leur PIB ;

²⁶ PNSN 2016-2025, Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle au Niger (2016-2025)

²⁷ PNSN 2016-2025

- Les investissements dans le secteur de l'éducation ne produisent pas les résultats escomptés car les enfants ont un potentiel d'apprentissage plus limité par un statut nutritionnel amoindri ;
- La capacité d'initiative et de travail est affectée et la productivité est réduite, ce qui contribue au cycle vicieux de la pauvreté et de la sous nutrition.

Depuis 2005, le Niger s'est doté de divers programmes et stratégies dans le domaine de la nutrition. Le Programme de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA) a été mis en place en 2005. La Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition (PNAN), élaboré en 2006 a été revue et une Politique Nationale de Nutrition (PNN) a été formulée et validée en 2012.

Le PCIMA ²⁸, premier programme, à l'échelle nationale, a démontré l'impact positif de la prise en charge des cas de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) et de la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) sur la baisse de la mortalité. Cependant, traiter les enfants déjà atteints de MAS ou de MAM ne permet pas de prévenir ce problème à la source. Quant à la PNN, elle a mis principalement l'accent sur les interventions spécifiques en nutrition et prenant insuffisamment en compte l'aspect multisectoriel de la nutrition.

C'est pourquoi un chantier d'élaboration d'une Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle a été initié en 2015, qui marque un changement fondamental dans la stratégie de lutte contre la malnutrition, en introduisant une approche multisectorielle de la prévention tout en maintenant une capacité de traiter les enfants touchés par la malnutrition aiguë modérée ou sévère. Le Cadre Conceptuel de la Nutrition élaboré par l'Unicef en 1990 d'une part et une importante publication du journal scientifique le Lancet en 2012 d'autre part, mettent en évidence que la nutrition est par définition une question multifactorielle et donc un domaine multisectoriel. Une approche globale s'impose qui combine la mise en œuvre d'actions dites spécifiques à la nutrition, ayant des effets directs sur le statut nutritionnel et la réduction de la malnutrition, en particulier issues des domaines de la santé et de l'eau/assainissement, et d'actions dites « sensibles » à la nutrition qui proviennent de secteurs aussi divers que le développement agricole, l'environnement, l'éducation, la protection sociale, etc.

Depuis 2016, le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes a été créé avec le mandat de la Réduction des Risques de Catastrophes et de la coordination et réponse aux chocs « soudains » en particulier lorsque ceux-ci engendrent la perte de biens et les déplacements de populations (inondations, incidents sécuritaires...).

○ **Partenaires internationaux**

Vu l'ampleur des problèmes et la récurrence des catastrophes, le Niger tout seul a beaucoup de mal à mobiliser les ressources capables de répondre aux besoins multisectoriels et est confronté de plus en plus aux limites de ses ressources budgétaires même pour les besoins les plus urgents et les plus prioritaires notamment dans les quatre zones les plus touchées du pays : la zone frontière avec le Mali et le Burkina (Liptako-Gurma), Tahoua, Maradi et Diffa.

Les besoins humanitaires, en complément des disponibilités nationales, sont largement couverts par les partenaires internationaux « traditionnels » comme les Nations Unies et ses agences spécialisées comme l'UNICEF, le HCR, le FNUAP, le PAM, la FAO et l'OMS, l'UE et sa direction générale ECHO, la Banque Mondiale, les agences bilatérales de coopération

²⁸ RAPPORT D'ÉVALUATION, Évaluation sommative de la Prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, NIGER (2010–2019)

principalement occidentales du moins jusqu'au récent coup d'Etat et les ONG internationales, comme entre autres, MSF, OXFAM, ACF et bien d'autres. Le Niger est donc fortement dépendant financièrement de ses partenaires qui contribuent déjà par ailleurs entre 30% et 40% des recettes du budget de l'Etat suivant les années et la gravité des chocs climatiques et sécuritaires ²⁹.

La concertation entre les acteurs est renforcée à travers le cadre de concertation avec les PTF et le dispositif de concertation multi-acteurs au niveau national, régional, départemental et communal. Le cadre de concertation avec les PTF est prévu au niveau national. Il suit les engagements et l'alignement des PTF et alimente le processus de prise de décision par des suggestions pertinentes.

Le Niger comme les autres pays du Sahel central sont directement impactés par l'insécurité qui touche la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et l'accès aux services de base aux populations. L'agriculture et le pastoralisme sont les principaux moyens d'existence de ces populations à risque et sont hautement vulnérables aux chocs des conflits et du climat qui perturbent les activités agricoles, les voies de transhumance et l'accès aux marchés. Beaucoup de fermiers n'ont plus accès à leurs terres et les pasteurs ne peuvent plus suivre leurs routes habituelles de transhumance ce qui affecte la santé et la productivité de leur bétail.

La concentration des troupeaux de bétails dans les zones moins touchées par les conflits se traduit par une augmentation des prix des aliments pour bétail et par une baisse des prix des petits ruminants. Les prix des céréales ont augmenté depuis le début de la saison 2024, de loin supérieurs à ceux de 2022 et aux prix de la même période en avril 2023 : +35% pour le riz, +27% pour le sorgho, +21% pour le mil ³⁰.

De plus les tensions économiques ont aussi augmenté depuis le retrait de la CEDEAO le 28 janvier 2024 des trois pays du Sahel central que sont le Niger, le Burkina et le Mali. Le franc CFA, lié à l'EURO, a aussi connu une dépréciation par rapport au dollar entraînant une nette inflation des prix des produits alimentaires importés et une baisse de leur disponibilité sur les marchés.

La situation nutritionnelle demeure inquiétante notamment à cause de la fermeture des centres de santé dans beaucoup de zones affectées par les conflits. Au Niger en juin 2024 environ 3,4 millions d'habitants se trouvaient en phase 3 de crise ou 4 dite d'urgence ³¹ et 166.000 enfants ont été admis dans les centres de santé avec des problèmes de malnutrition aiguë sévère (MAS) en augmentation de 44.000 par rapport au mois de mai. La fourniture de l'aide et l'accès aux populations locales restent limité dans les zones de conflit suite aux restrictions de déplacements imposées par les groupes armés non étatiques et par les forces armées régulières. La communauté humanitaire est toujours présente malgré des cas de détention et d'enlèvement mais l'assistance fournie est insuffisante pour couvrir les besoins.

Par conséquent la situation est alarmante et l'aide humanitaire n'arrive pas. La suspension des relations commerciales et financières imposée par la CEDEAO après les événements du 26 juillet 2023 était toujours en vigueur jusqu'à leur levée le 24/02/2024, comme la décision des autorités nigériennes de fermer les frontières avec le Bénin, toujours en vigueur à ce jour, ce qui bloque l'approvisionnement en médicaments, vaccins et autres fournitures essentielles.

²⁹ source : Ministère des Finances du Niger, Rapport d'exécution du budget 2022 et antérieurs

³⁰ source SIMA « Système d'information des marchés agricoles » 2024

³¹ IPC/CH Phase 3 et 4, source Cadre Harmonisé Juin 2024

Cette situation a engendré une pénurie de médicaments et limité l'accès des populations vulnérables aux services de santé, ce qui risque d'augmenter la morbidité et la mortalité, notamment dans les zones à accès limité en raison des conditions sécuritaires. La décision de certains bailleurs de fonds de suspendre l'aide au développement aura également un impact conséquent sur l'accès aux services sociaux de base. Près de 65 % de la population cible du Plan de réponse humanitaire de 2023 ne reçoit pas une aide qui lui est vitale en raison de ces contraintes persistantes. Des millions de personnes pourraient se retrouver sans assistance en raison du financement limité et des restrictions de l'accès humanitaire ³².

L'UE joue un rôle de leadership dans l'action humanitaire mondiale principalement à travers sa Direction Générale ECHO (European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations) qui dispose d'un budget de 11,57 milliards d'euro sur le Cadre Financier Pluriannuel (Multi-annual Financial Framework, MFF) 2021-2027 du budget de l'UE. En supplément, des instruments thématiques spéciaux sont prévus pour couvrir des imprévus comme les catastrophes naturelles et les urgences comme le SEAR (Solidarity and Emergency Aid Reserve) disposant d'un montant total de 1,2 milliard d'EURO par an.

Le MFF pour l'Afrique subsaharienne en 2024 était de 546 millions EUR dont 301,75 millions EUR pour le Sahel central (HIP 2024 Humanitarian Implementation Plan) couvrant le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la région du lac Tchad pour des aides dans les domaines de la Sécurité alimentaire et de la malnutrition ³³.

Les types d'intervention au Sahel sont limités par l'intensification des conflits et l'insécurité par les « Groupes armés non étatiques » qui visent les populations civiles, qui bloquent les approvisionnements en nourriture et le fonctionnement des marchés et qui utilisent la famine comme arme de guerre mais l'aide humanitaire n'en demeure pas moins essentielle spécialement dans les zones en insécurité alimentaire. En plus de l'assistance alimentaire directe, il est aussi important de couvrir les besoins de prévention et de gestion de la malnutrition et d'aider les populations déplacées, réfugiées ou de retour chez eux par des actions de restauration de leurs moyens de subsistance.

L'aide humanitaire européenne se répartit entre la DG ECHO de la Commission européenne et les aides bilatérales principalement d'une dizaine des Etats membre de l'UE (EM). Entre 2014 et 2024, ECHO a contribué pour 446 millions d'euro (soit 37% de l'aide humanitaire européenne pour le Niger) alors que les EM ont mobilisé 755 millions d'euro (63% de l'aide européenne) soit un total de 1,2 milliard EUR sur les 10 ans passés au Niger. Cette aide s'est faite à travers une petite dizaine d'agences des Nations Unies soit 53% du financement total de l'UE pour le Niger, une quarantaine d'ONG européennes certifiées à hauteur de 32% et la Croix Rouge/Croissant Rouge pour 16%.

La source de ces informations vient de la base de données EDRIS de ECHO « *European Emergency Disaster Response Information System* » regroupant les données des EM et de la DG ECHO en terme de financement (source et montants, en cash ou en nature), description des projets et des actions humanitaires, de zones ciblées et de partenaires de mise en œuvre : ONG

³² Source ONG ACF, Action Contre la Faim, « *Niger la crise sociopolitique et sécuritaire aggrave la situation alimentaire* », publié le 5 avril 2024.

³³ source: DG ECHO Reports on food security Release no 8 – August 2024.

certifiées, agences des NU et autres organisations internationales comme la Croix Rouge, agences bilatérales de coopération des EM (voir exemples ci-dessous) :

Figure 10. Extraits de la base de données EDRIS

European Commission | EDRIS

2022

NIGER

Contract or Decision: Only Contract

In-Kind or Cash: Cash

Local Currency: Euro

Project Code

Type of Funding

Glide

Humanitarian Response Plan (HRP)

donor	implementing agency	recipient	value	title of the action	project code	amount
Germany	Arbeiter Samariter Bund Deutschland e.V.	NER	Cash		AA-S09-321.50 NER 01/20	1.249.473,00 €
Germany	Help - Hilfe zur Selbsthilfe e.V.	NER	Cash	Sahel Crisis	S09-321.50 MLI 03/20	632.928,00 €
Germany	UNICEF	NER	Cash	Sahel Crisis	AA-S09-321.50 MLI 01/20	540.000,00 €
Germany	Deutsche Welthungerhilfe e.V.	NER	Cash		S09-321.50 MLI 05/20	1.166.667,00 €

	ECHO	NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (NOR)	NER	Cash	Réponse ICLA destinée aux populations vulnérables (déplacées, réfugiées et à la ...	ECHO-AF/ BUD/2022/92026	400.000,00 €
--	------	---------------------------------	-----	------	---	-------------------------	--------------

European Commission		EDRIS					
---------------------	--	-------	--	--	--	--	--

Grenzen België		déplacées dans le...					
----------------	--	----------------------	--	--	--	--	--

C M Q	ECHO	GOAL, (IRL)	NER	Cash	Emergency assistance to crisis-affected displaced and host communities in Oualla...	ECHO-AF/ BUD/2022/92018	699.823,98 €
C M Q	ECHO	COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR)	NER	Cash	ICRC assistance, prevention and protection activities in the Sahel region: econo...	ECHO-AF/ BUD/2021/92120	3.200.000,00 €
C M Q	ECHO	International Rescue Committee IRC Deutschland gGmbH	NER	Cash	Réponse Nutrition, Santé, et Protection aux besoins humanitaires aigus à Tillabé...	ECHO-AF/ BUD/2021/92100	1.100.000,00 €
C M Q	ECHO	DANSK FLYGTNINGEHAELP	NER	Cash	Renforcement de la protection des populations affectées par les conflits	ECHO-AF/ BUD/2021/92095	1.600.000,00 €
C M Q	ECHO	WORLD FOOD PROGRAM	NER	Cash	Unconditional food and nutrition assistance to vulnerable households in crisis-a...	ECHO-AF/ BUD/2021/92090	5.000.000,00 €

Source : base de données EDRIS d'ECHO, Niger, 2022

Cette aide européenne se fait essentiellement via des accords cadre financiers avec des agences des Nations Unies (FAFA : « *Financial and Administrative Framework Agreement* ») ou via des contrats de subvention avec un grand nombre d'ONG européennes préalablement certifiées ayant ainsi accès aux financements de la DG ECHO ou des États membres de l'UE qui ont aussi leurs propres agences bilatérales de coopération. Les décisions de financement annuelles sur le budget de l'UE (HIP , « *Humanitarian Implementation Plan* ») sont prises par la Commission européenne pour permettre à sa DG ECHO d'engager les financements et d'informer les partenaires humanitaires des disponibilités financières par pays ou pour une région donnée afin de mettre en œuvre les actions humanitaires dans les zones en crise.

Cette aide est multiforme et multisectorielle avec principalement des interventions d'aide alimentaire en nature s'il y a un problème de disponibilité, des ventes à prix modérés de céréales, des distributions gratuites ciblées, des appuis à la production céréalière via des achats locaux pour constituer les stocks nationaux ou de l'aide en cash (cash for work, cash for food ou aide directe en cash qui perturbent moins les marchés locaux et sont plus souples), de lutte contre la malnutrition (centres de santé) ou le financement de structures sanitaires, nutritionnelle et d'éducation dans les zones affectées par les crises alimentaires, climatiques ou sécuritaires.

Au Niger ce sont surtout les régions de Tillabéry à l'ouest, de Tahoua au centre, de Maradi à la frontière nigériane et de Diffa à l'est du Niger à la frontière avec le Tchad qui sont les plus affectées. Toutes ces zones connaissent régulièrement des problèmes climatiques mais surtout des problèmes sécuritaires avec des déplacements de population et des difficultés sérieuses d'accès aux marchés ou pour les acheminements des aides et des équipes humanitaires ayant même parfois demandé des interventions aériennes pour atteindre les populations.

L'évolution négative de la situation sécuritaire avec la multiplication des conflits et de la situation politique au Niger et au Sahel central (Mali, Burkina Faso, Tchad) ces dernières années avec des coups d'État militaires et le départ des forces armées occidentales d'appuis (France, USA, Allemagne, EUCAP...) a progressivement focalisé l'attention sur les seuls aspects

sécuritaires et provoqué un important retrait ou suspension des aides financières extérieures de l'aide au développement. Même l'aide humanitaire dont les besoins sont récurrents et en augmentation liée à la dégradation de la situation sécuritaire, a du mal à se mobiliser et à accéder aux populations impactées.

- Le Fonds Fiduciaire de l'UE (FFUE) pour l'Afrique³⁴

En complément à l'aide strictement humanitaire, l'UE a également mobilisé près de 5 milliards d'euros pour un fonds spécial, entre aide d'urgence et développement, appelé FFUE (Fonds Fiduciaire de l'UE pour l'Afrique), lors du Sommet de La Valette en 2015 entre l'UE et l'Afrique, découpée en trois grandes régions dont le Sahel et le lac Tchad. Ce fonds a été créé pour apporter une réponse aux diverses causes d'instabilité, de migration irrégulière et de déplacements forcés. Les principaux bénéficiaires visés sont les migrants et les personnes déplacées de force, leurs communautés d'origine et d'accueil ainsi que les victimes de la traite des êtres humains et du trafic de migrants. Depuis le lancement du fonds en 2015, 248 programmes ont été approuvés et 4,5 milliards d'euros ont été dépensés. La fin des engagements financiers a été fixée à janvier 2022 et la fin de la période opérationnelle est fixée au 31 décembre 2025. La région du Sahel plus le lac Tchad a reçu 2,2 milliards d'euros. Le coup d'État au Niger a ajouté ce pays au groupe des régimes dirigés par des militaires. La faiblesse sécuritaire qui en résulte a permis la résurgence de groupes armés et a accru le risque de propagation de l'instabilité vers les pays voisins du sud.

Pour le Niger, 16 actions ont été financées par le FFUE pour l'Afrique pour un montant total de 293 millions d'euros (MEUR) prévus et 283 MEUR (97%) déboursés entre 2015 et 2023 dont un appui budgétaire à la justice, la sécurité intérieure et la gestion des frontières du Niger d'un montant déboursé de 97 MEUR sur les 101 MEUR prévus. La majorité des autres actions ont concerné la résilience, les flux migratoires et l'appui à la création d'emplois³⁵.

Des facteurs tels que le terrorisme, la stagnation socio-économique, le manque d'opportunités pour les jeunes, le changement climatique et les problèmes de gouvernance ont alimenté le mécontentement et les troubles civils. Les sentiments anti-français et anti-occidentaux se sont multipliés et un repli sur d'autres partenaires, y compris la Russie, a été observé en particulier dans les trois pays de l'AES, le Mali, le Burkina Faso et le Niger qui font preuve d'une solidarité renforcée. Il semble cependant peu probable que les nouveaux partenaires puissent compenser financièrement le retrait des PTF (Partenaires Techniques et Financiers) « traditionnels ».

Un vide sécuritaire majeur s'est créé dans la région avec le retrait successif du Niger des forces de sécurité françaises, américaines et européennes qui ont permis aux groupes armés et djihadistes de resurgir et qui a entraîné une augmentation du nombre de personnes déplacées.

En conséquence la région a connu une augmentation des déplacements forcés avec plus de 10 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays fin 2023, entre les pays de la région ou vers l'Europe.

Cela a aussi eu un impact direct sur le partenariat et la coopération au développement de l'UE avec l'AES en limitant son aide humanitaire et sa coopération strictement aux programmes qui

³⁴ Rapport annuel 2023 « FFUE pour l'Afrique », Office des publications de l'UE, 2024

³⁵ Rapport annuel 2023, FFUE pour l'Afrique

bénéficient directement aux populations ciblées sans avoir à passer par des structures étatiques de l'AES. L'impact sur les financements a été d'autant plus important que le Niger avait bénéficié de nombreux appuis budgétaires avec des montants significatifs qui sont de facto suspendus et sans doute perdus...

Pourtant les problèmes structurels liés aux changements climatiques, à la croissance démographique, à l'inflation et au sous-développement en général sont évidemment toujours bien présents.

Chapitre III. Réponses structurelles : prévention et développement

○ Prévention

L'ampleur et la récurrence des problèmes à court terme de type humanitaire appellent évidemment à trouver des solutions structurelles à plus long terme réduisant les besoins de recours aux actions de réponse d'urgence aux crises humanitaires à répétition. Pour permettre au développement de prendre le relais et de sortir durablement des crises à répétition, il y a une série de mesures de prévention possibles à opérationnaliser pour créer l'environnement propice à la croissance.

Pour cela un préliminaire important est de disposer des bons outils de mesure et de suivi des problèmes à travers la disponibilité des statistiques fiables et de qualité.

De même la réponse aux crises conjoncturelles alimentaires est de disposer de réserves alimentaires suffisantes et de centres de santé dans toutes les régions du pays pour lutter contre la malnutrition chronique, la MAM et la MAS. C'est aussi de disposer de centres de planning familial suffisamment nombreux et déconcentrés et d'un système éducatif fonctionnel du primaire au secondaire y compris d'enseignement professionnel inclusif et équitable notamment en termes d'accès et de genre car l'instruction des filles est déterminante sur le nombre d'enfants qu'elles auront et donc sur le ralentissement de la croissance démographique, principal déterminant sur le long terme du dividende démographique.

○ Développement

Le Niger a, plus que jamais, besoin de stabilité, de cohésion sociale et de développement durable et inclusif pour les populations vivant dans des conditions vulnérables (déplacées, réfugiées, migrantes, communautés hôtes) dans les zones de conflit en particulier. Pour ce faire, l'Etat doit à la fois soutenir la stabilisation, la sécurisation et le retour de ses services dans les régions et d'y soutenir la reprise d'une vie économique inclusive et durable autour de pôles de développement économique.

Pour cela l'Etat va devoir massivement investir dans ses infrastructures de communication, ses équipements d'éducation et de santé et dans la modernisation des systèmes de production agro-pastorales à travers la recherche-développement, l'appui conseil et le crédit agricole.

Le Niger s'est doté d'un certain nombre d'outils d'analyse stratégique et de plans d'action. Le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 est le premier plan

quinquennal de l'opérationnalisation de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035 adoptée par le Gouvernement le 9 mai 2017 . Par conséquent, il tire ses fondements de la vision issue de cette stratégie, à travers laquelle le Niger affirme sa ferme volonté de transformation à tous les niveaux et surtout son désir d'éradiquer la pauvreté et les inégalités³⁶ .

Le PDES 2017-2021 tire également ses fondements des orientations du «Programme de Renaissance Acte-2 » articulées autour de huit (08) priorités à savoir : (i) promouvoir la renaissance culturelle ; (ii) poursuivre la consolidation des institutions démocratiques ; (iii) assurer la sécurité des personnes et des biens ; (iv) garantir l'accès à l'eau pour tous ; (v) assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'I3N (Initiative « Les Nigériens Nourissent les Nigériens ») ; (vi) développer les infrastructures de communication et énergétiques ; (vii) développer les secteurs sociaux éducation et santé et (viii) promouvoir l'emploi des jeunes .

Le PDES 2017-2021 s'inscrit également dans le cadre des agendas internationaux (Agenda 2030 des Nations Unies, Agenda 2063 de l'Union Africaine, vision 2020 de la CEDEAO) et se conforme au Document d'orientations économiques 2016-2019 du Gouvernement qui a servi de base à l'élaboration du Programme Economique et Financier conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) .

Le cadre conceptuel existe et fournit les bases à la formulation des plans d'action des structures nationales et des appuis des différents partenaires internationaux. Des moyens financiers conséquents sont mobilisés par les partenaires internationaux au point de créer une situation interpellante de grande dépendance du Niger au niveau de ses recettes dans le budget de l'Etat³⁷ et un problème sérieux de capacité d'absorption par les ressources humaines nationales.

L'éducation et la formation professionnelle sont donc une des grandes priorités du Niger. En effet, la population nigérienne, estimée à 23 millions d'habitants en 2020 (Institut national de la statistique, INS), évolue encore à un rythme très élevé avec un taux de croissance démographique de 3,9 % et la moitié de la population nigérienne a moins de 15 ans. Plus de 50 % des enfants de 7 à 12 ans sont hors de l'école; pour les jeunes de 13 à 16 ans ce pourcentage s'élève à 60 %, majoritairement des filles. Les jeunes arrivent sur le marché du travail au rythme d'environ 265 000 par an et les compétences qu'ils ont acquises sont en inadéquation avec les besoins du marché du travail, ce qui limite leurs perspectives d'avenir et augmente le risque qu'ils s'engagent dans des trafics, rejoignent des groupes armés, ou cherchent à migrer de façon irrégulière.

En termes de débouchés économiques pour la jeunesse, l'économie du Niger, dominée par le secteur primaire informel et par un secteur formel structuré autour des sociétés étrangères exploitant l'uranium et le pétrole (qui pourrait à terme porter sa part de 4 à 24 % du Produit intérieur brut, PIB), dont on devra s'assurer que cela est pris en compte dans la stratégie de mobilisation des ressources internes du pays, ne permet pas d'absorber l'afflux annuel de jeunes sur le marché du travail et encore moins dans des conditions de travail décent. Le secteur agricole moderne est très peu développé, malgré le potentiel d'un certain nombre de filières et le besoin de développer des systèmes agro-alimentaires durables contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Si le rapport « *Doing Business 2020* » indique une amélioration de l'environnement des affaires au Niger (passé de la 143ème place en 2019 à la

³⁶ Source : PDES 2017-2021.

³⁷ Source : Ministère des Finances « Rapports d'exécution budgétaire des budget de l'Etat »

132ème en 2020 ³⁸), les conditions d'investissement et de développement du secteur privé restent très difficiles. Parmi les obstacles, l'accès à des services indispensables au développement économique, tel que l'énergie, est encore limité sur le territoire, faute d'investissement stratégique adéquat. Les micro, petites et moyennes entreprises, a fortiori dans le secteur agro-sylvo-pastoral, peinent à accéder aux financements notamment à cause de la frilosité des banques et d'un secteur de la microfinance encore trop fragile. Malgré des obstacles matériels et culturels, les femmes forment une partie nombreuse et dynamique des entrepreneurs.

A titre d'exemple, l'UE a contribué significativement aux investissements importants faits par le Niger dans le cadre de la lutte globale contre la sous-nutrition dans ses multiples composantes ³⁹ attestant du problème de développement national plutôt que d'une question uniquement de santé publique. Entre 2005 et 2014, l'UE a mobilisé plus de 200 millions d'euros pour combattre la sous-nutrition au Niger, contribuant à créer une véritable dynamique pour la nutrition. Des problèmes structurels sont directement liés aux conditions sociales des mères avec un taux d'alphabétisation des femmes de 14%, un âge médian du premier mariage de 15,8 ans, 40% des femmes ont leur 1^{er} enfant avant 18 ans, un taux de fécondité de 7,6 enfants par femme et un taux d'allaitement maternel exclusif de 23% seulement⁴⁰.

A ces problèmes structurels viennent s'ajouter depuis 2012 des défis sécuritaires grandissants avec l'instabilité politique des pays voisins comme la Libye, le Mali, le Burkina Faso, le Nigéria et le Tchad. Les dépenses additionnelles liées à la défense et à l'accueil des réfugiés (150.000 en juin 2015 selon OCHA) pèsent lourdement sur le budget, estimées à 1% du PIB (Banque Mondiale, 2015). Ces coûts réduisent forcément les ressources disponibles pour le développement socio-économique du pays.

Pour la période 2014-2020, l'UE a consolidé son approche systémique de la malnutrition à travers le 11^{ème} Programme Indicatif National (11^{ème} PIN), principal instrument de développement de l'UE au Niger, financé sous le 11^{ème} FED (Fonds Européen de Développement) avec deux appuis budgétaires sectoriels prévus (Contrats de réforme sectorielle) l'un de 180 millions d'euros sur « la Sécurité alimentaire et nutritionnelle et résilience » et l'autre de 200 millions d'euros visant le « Renforcement de la capacité de l'Etat pour la mise œuvre des politiques sociales » pour agir sur les multiples causes de la malnutrition comme la santé, l'éducation, l'équité sociale et la maîtrise démographique avec 3 priorités stratégiques : 1. Mobilisation et gouvernance (coordination des donateurs, division du travail en particulier avec les EM de l'UE), 2. Intensification des actions au niveau national (agriculture, eau-hygiène-assainissement, crises alimentaires, protection sociale et services sociaux de base), 3. Renforcement de l'expertise et de la base de connaissances (HEA « Household Economy Approach », Cadre Harmonisé identification des zones et des populations à risque, enquêtes SMART « Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions »).

La matrice des donateurs pour les décaissements de la période 2021-2024 avec 1,15 milliards d'euros par an (essentiellement avant le coup d'Etat) donne une idée de la contribution très (trop ?) significative des principaux bailleurs de fonds présents au Niger ⁴¹. L'UE (Commission

³⁸ source Banque Mondiale

³⁹ source DG DEVCO, Commission européenne « La sous-nutrition, Niger étude de cas » Août 2015

⁴⁰ Banque Mondiale Niger-WB-CPF-04112018

⁴¹ Programme Indicatif Multi-annuel 2021-2027, UE-Niger, p. 27

européenne ECHO inclus) et les EM (Etats membres de l'UE) constituaient 42% du total suivi de près par la Banque Mondiale (40%) et les USA (USAID + Millenium Challenge) 15% ⁴².

Tableau 2. Matrice des donateurs par domaine prioritaire

Matrice des donateurs par domaine prioritaire (MEUR)									
Domaines prioritaires	Montant total indicatif 2021-2024	Partenaires impliqués							
		UE	EM de l'UE	BM	USA	BAD	Sui	Nor	SNU
1. Gouvernance	2 230 €	292 €	743 €	875 €	320 €	tbd	tbd	0 €	tbd
2. Education	573 €	99 €	103 €	255 €	7 €	6 €	25 €	40 €	38 €
3. Croissance	1 841 €	198 €	513 €	732 €	353 €	35 €	5 €	0 €	5 €
Total	4 644 €	589 €	1 359 €	1 862 €	680 €	41 €	30 €	40 €	43 €

Source : Commission européenne, Programme Indicatif Multi-annuel 2021-2027, UE-Niger, p. 27

A la réduction importante de ces contributions à l'aide au développement, il convient de supprimer les contributions financières et en nature des occidentaux (Europe + USA) au secteur de la sécurité jusqu'en 2024 avec le retrait de ces appuis suite au coup d'Etat. Le Niger y a sans doute gagné en souveraineté mais va devoir trouver des ressources internes pour compenser les retraits.

Chapitre IV. Interdépendance entre actions humanitaires, développement et paix

L'analyse des crises alimentaires et des catastrophes naturelles qui sévissent au Niger avec de plus en plus de récurrence et de gravité et qui touchent un nombre de plus en plus élevé de populations, mettent clairement en évidence les besoins en actions humanitaires. Ces crises sont généralement conjoncturelles liées à des aléas climatiques de plus en plus extrêmes mais aussi à d'autres facteurs plus structurels comme la démographie et la dégradation des ressources naturelles sur le plus long terme.

De même les actions de développement sont impactées par les crises à répétition qui fragilisent les résultats voire les anéantissent alors que les ressources financières et humaines sont limitées.

Enfin dans le contexte nigérien, les conflits sur une partie du territoire et dans le Sahel en général empêchent la consolidation de la paix, élément indispensable pour permettre un développement efficace et durable sur le plus long terme.

Le constat de la situation au Niger se situe dans une plus large prise de conscience de l'interdépendance entre les actions humanitaires, le développement et la paix au niveau international. En mai 2017 déjà le Conseil de l'UE, dans le cadre du Nouveau Consensus

⁴² PIM 2021-2027 'Programme Indicatif Multiannuel' entre l'UE et le Niger, p. 27

européen sur le Développement, avait produit des conclusions (*SG du Conseil 19 mai 2017 document no 9383/17*) sur l'opérationnalisation du concept de Nexus Humanitaire-Développement-Paix, NHDP, au niveau international traduisant la vision et l'effort collectif de l'UE, de ses États membres et de ses partenaires visant à faire face aux crises à répétition, prolongées et prévisibles. Cette approche met en œuvre des synergies entre les acteurs humanitaires, de développement et de paix qui garantit que le personnel humanitaire peut concentrer ses efforts sur les besoins les plus aigus et que les acteurs du développement peuvent mettre l'accent sur la résilience à plus long terme dans un contexte de stabilité et de paix.

Face aux crises alimentaires et nutritionnelles multifactorielles et récurrentes au Sahel, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE), l'Union Européenne et le Réseau mondial contre les crises alimentaires (GNAFC) se sont réunis le 6 avril 2022 pour mobiliser 2,5 milliards d'euro pour soutenir les plans nationaux de résilience dans les sept pays de la ligne de front sécuritaire du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Nigéria, Tchad et Cameroun) et opérationnaliser le nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) dans les pays en conflit sous la coordination des organisations politiques régionales, la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest), l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine) et leur bras technique le CILSS (Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel). Ces pays regroupent en effet 80% des populations menacées par la faim et la malnutrition.

Cette approche « Nexus HDP » se reflète clairement dans la programmation de l'UE (Programme Indicatif multi-annuel Niger 2021-2027, PIM, de 503 MEUR), de ses États membres et du Niger pour la période 2021-2027 dans la suite du 11^{ème} FED pour 2014-2020 qui vient compléter l'aide humanitaire substantielle d'ECHO (prévisions de 168 MEUR pour 2021-2024 ⁴³). Une dynamique « Team Europe Initiatives » a permis un accord de principe entre l'UE et les États membres présents au Niger (FR, DE, LU, BE, IT, ES, NL) avec une analyse stratégique conjointe sur trois domaines prioritaires :

1. Le renforcement de la gouvernance (192 MEUR) qui devrait permettre le retour et la consolidation de la paix en appuyant une présence effective de l'État sur les territoires exposés à l'insécurité, en renforçant l'état de droit et les capacités des forces de sécurité intérieure pour la protection des populations dans le respect du droit humanitaire et des droits humains et en luttant contre les trafics (armes, drogues, êtres humains en migration irrégulière, cigarettes) et l'impunité. Le renforcement des forces de sécurité intérieure et l'efficacité de leur déploiement devraient permettre une plus grande efficacité dans leur lutte contre le terrorisme et la radicalisation.
2. Le développement du capital humain (éducation et formation professionnelle 99 MEUR), premier facteur limitant du pays⁴⁴, capable d'assurer à la fois la nécessaire capacité d'absorption de l'aide importante que le Niger reçoit et à la fois d'accompagner le développement du secteur privé avec un accent sur la participation des femmes.
3. La croissance et l'économie verte (198 MEUR) sont essentiels à la stabilisation du Niger. La structure économique très peu diversifiée et principalement informelle du Niger le rend très vulnérable aux chocs (prix des matières premières, crises

⁴³ Source base de données d'ECHO : EDRIS « European Disaster Response Information System ».

⁴⁴ Environ 7 nigériens sur 10 sont analphabètes, la fréquentation scolaire moyenne est inférieure à 6 ans et seules 4 filles du primaire sur 10 atteignent la sixième année. Plus de 50% des enfants de 7 à 12 ans et plus de 60% des jeunes de 13 à 16 ans sont hors de l'école soit 2,6 millions (Étude UNICEF, mai 2018).

alimentaires, catastrophes naturelles)⁴⁵ . L'économie n'est pas en mesure de permettre à une population jeune et en forte croissance de pourvoir à ses besoins élémentaires d'emplois et de services. Le secteur formel est pénalisé par un climat des affaires dissuasif, l'insuffisance d'infrastructures adéquates (énergie, eau, routes, communications), le coût élevé des intrants, les difficultés d'accès au crédit et la capacité de développer des projets bancables.

La contribution indicative de l'UE (PIM 2021-2027) viendra s'ajouter aux autres contributions des EM à travers les deux « Initiatives Team Europe », TEI 1 et 2. La TEI 1 « Gouvernance Paix Droits » est en lien direct avec le domaine prioritaire 1 du PIM alors que la TEI 2 « Niger Générations Futures » est liée aux domaines prioritaires 2 et 3 du même PIM. Le troisième volet du nexus HDP concerne l'aide humanitaire qui est couvert par les interventions d'ECHO pour la partie Commission européenne et par celles des États membres qui couvrent les mêmes domaines à travers les mêmes ONG humanitaires, les Agences spécialisées des Nations Unies et autres organisations internationales comme la Croix Rouge.

⁴⁵ L'économie repose sur les secteurs agricole (40% du PIB) et extractif (uranium, pétrole et or) qui représente 70% de la valeur des exportations (Banque Mondiale, CPF 2018-2022, mars 2018)

CONCLUSION

Le Niger fait face à un certain nombre de défis existentiels qui définissent ses priorités pour les années à venir et pour les actions à entreprendre et les moyens à mobiliser.

Il a été montré dans ce travail que les crises alimentaires qui affectent de plus en plus le Niger connaissent une récurrence accélérée durant ces 20 dernières années, dues à des aspects à la fois conjoncturels comme la pluviométrie, les catastrophes naturelles et leurs impacts sur les prix et à la fois structurels comme la croissance démographique, la dégradation des ressources naturelles, le changement climatique et le faible niveau technologique qui impactent directement les rendements agricoles et pastoraux et par conséquent la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires de base à la population, surtout rurale, à des conditions abordables pour les ménages.

La situation sécuritaire et socio-politique en constante dégradation dans tout le sahel, en particulier au Mali, au Burkina Faso, au Nigéria, au Tchad, tous des pays voisins du Niger, semble s'installer durablement et vient exacerber les problèmes liés aux autres causes à court et long terme des crises alimentaires.

La répartition pluviométrique qui s'était fort dégradée durant les années 1970-2000 semble s'améliorer globalement avec des totaux pluviométriques plus importants et un certain reverdissement du sahel a été constaté avec toutefois une mauvaise répartition spatiale et temporelle des précipitations durant la saison des pluies et une augmentation des phénomènes extrêmes comme les inondations ou les périodes de sécheresse au milieu de la saison des pluies.

Parmi les facteurs structurels, la croissance démographique au Niger est certainement le principal et le plus préoccupant (doublement de la population en 19 ans) surtout lorsque l'on sait que les effets et les éventuelles variations de tendances demande beaucoup de temps pour se voir (généralement plus de 20 ans).

Les changements climatiques ont des effets mondiaux et les pays comme le Niger n'ont qu'un impact très limité sur les causes de ces changements mais en subissent les conséquences notamment avec le réchauffement climatique qui semble même supérieur à la moyenne mondiale pour le Sahel ce qui entrainera des baisses de la production agricole et pastorale ainsi qu'une accélération de la dégradation des ressources naturelles, notamment la baisse de la fertilité des sols.

La première priorité qui sous-tend toutes les autres est la sécurité et la stabilité socio-politique mises à mal par l'existence de conflits régionaux à l'intérieur du Niger créés par des groupes armés non étatiques (terroristes djihadistes) alimentés par toute une panoplie de trafics divers (drogues, armes, êtres humains, cigarettes) et par le ralliement de nombreux jeunes désabusés par l'absence d'autres perspectives d'avenir économique et le délitement des infrastructures et services sociaux de base que l'État est supposé procurer à sa population.

L'État doit donc impérativement se doter de forces de sécurité suffisantes en nombre, bien équipées et entraînées et respectant les droits humains des populations impactées par ces conflits tout en assurant parallèlement et simultanément un minimum de services sociaux de

base (écoles et centres de santé fonctionnels) et de l'aide humanitaire pour répondre aux premiers besoins d'urgence de stabilisation des populations.

Une fois ces préalables assurés, l'État devra se concentrer sur un petit nombre de priorités comme l'éducation et la formation professionnelle, la lutte contre la malnutrition, les investissements de base pour la relance des activités économiques dans les secteurs productifs comme la modernisation de l'agriculture (40% du PIB et 80% de la population rurale), la transformation des produits et le développement de chaînes de valeur dans un environnement propice (énergie, transport, crédit, justice) avec un taux de croissance économique bien supérieur à la croissance démographique actuellement de 3,9% par an. Les industries extractives (pétrole, or et uranium) devront contribuer au maximum de leur capacité aux recettes de l'État pour alimenter le processus de développement. L'aide extérieure décentralisée au maximum, en dehors de l'aide humanitaire, pourra venir en appui aux priorités de l'État en respectant sa souveraineté et ses capacités limitées d'absorption de l'aide.

Avant le coup d'État, l'UE et ses États membres constituaient une fraction conséquente de l'aide extérieure et une source significative de recettes extérieures au budget avec notamment les aides budgétaires directes apportées à travers les Programmes Indicatifs Multi-annuels dont le dernier 2021-2027 scindé sur deux périodes 2021-2024 et 2025-2027 et les contributions des EM. Le coup d'État au Niger a entraîné l'annonce par plusieurs États de la suspension d'une partie parfois importante de leur soutien financier, très important pour l'un des pays les plus pauvres du monde.

Le montant total des aides bilatérales au bénéfice du Niger a été de 1,8 milliard de dollars en 2021, d'après les derniers chiffres agrégés par l'OCDE, soit le plus gros soutien pour un pays d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria (3,5 milliards de dollars) - mais la population du Nigeria est près de dix fois supérieure.

Le pays est aussi soutenu par des organisations internationales comme la Banque mondiale, qui a déboursé 1,5 milliard de dollars en 2022 et les banques de développement à travers des projets sur le terrain.

L'appui financier prenait également en grande partie la forme d'aides militaires à un pays aux prises avec des attaques régulières de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et l'État islamique au Sahel et qui abritait sur son sol des militaires occidentaux, en bonne partie français et américains.

Un quart des dépenses publiques nigériennes étaient ainsi financées par des dons extérieurs et l'aide internationale représentait en 2022, 9% du PIB, composée de dons ou de prêts très avantageux. « Seulement 62% du budget du Niger est financé nationalement, le reste par des financements extérieurs », affirme l'Union européenne. La France, la première, a annoncé la suspension de son aide publique au développement, de 120 millions d'euros en 2022 et qui devait être un peu supérieure en 2023, ainsi que des soutiens sécuritaires.⁴⁶

L'Allemagne lui a emboîté le pas sur la suspension de l'aide au développement et sur son appui budgétaire. L'enveloppe globale négociée en 2021 pour deux ans - la dernière en date - s'engageait sur 120 millions d'euros.

⁴⁶ France 24 , 29/07/2023

Berlin va toutefois maintenir l'approvisionnement en denrées alimentaires, tandis que Londres va continuer à fournir une assistance humanitaire "critique", tout en suspendant aussi son aide au développement à long terme.

L'Union européenne a suspendu l'appui budgétaire et toutes les actions de coopération dans le domaine sécuritaire. Un plan de développement sur la période 2022-2026 prévoyait le versement de 2,3 milliards d'euros de l'UE et des États membres. Récemment les relations entre le Niger et l'Union européenne concernant même l'aide humanitaire, en principe la moins liée à la situation politique, se sont nettement dégradées avec le rappel de l'Ambassadeur européen à Bruxelles pour consultation à la suite d'un sérieux différent avec les autorités nigériennes qui ont accusé l'UE d'avoir redistribué « de manière unilatérale » à des organisations non gouvernementales (ONG) étrangères exerçant au Niger une aide humanitaire de 1,3 million d'euros de l'UE, sans qu'elles en aient été informées au préalable. Elles ont déclaré vouloir faire un audit et appelé l'UE à en faire autant et elles auraient demandé le remplacement de l'Ambassadeur...

La Banque mondiale a annoncé qu'elle suspendait ses versements pour toutes ses opérations et jusqu'à nouvel ordre. Elle avait déjà déboursé 730 millions de dollars depuis le début de l'année 2023. Le Fonds monétaire international (FMI) n'a pour l'instant pas refermé son robinet.

Cependant l'évolution politique depuis le coup d'état militaire du 26 juillet 2023 et les sanctions commerciales et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA qui ont suivi ainsi que la fermeture toujours en cours de la frontière avec le Bénin, principale porte d'échange pour les importations et les exportations du Niger, ont considérablement réduit l'activité économique. Toutes les activités politiques ont été suspendues et la constitution n'a pas été rétablie. La situation sécuritaire reste précaire en particulier dans la région des trois frontières du Liptako-Gourma frontalière avec le Burkina Faso et le Mali. Sur le front régional, le Niger, le Burkina Faso et le Mali ont décidé, en janvier 2024, de se retirer définitivement de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et de former une Confédération des 3 états, l'Alliance des États du Sahel (AES). Tout récemment ils ont même décidé de constituer une force armée commune de 5.000 hommes pour lutter plus efficacement contre les attaques terroristes dans la région des 3 frontières ⁴⁷.

Du côté de la situation économique, la croissance du PIB est tombée à 2% en 2023 alors que les prévisions avant la crise tablaient sur 6,9% puis de 12% en 2024, à la faveur des exportations de pétrole en forte croissance avec la mise en service de l'oléoduc vers le Bénin fin 2023. Les dépenses publiques ont chuté en raison du gel des avoirs, de la perte des financements régionaux et d'une réduction significative des financements extérieurs, estimée à environ 7,5% du PIB⁴⁸. L'investissement privé a fortement diminué en 2023 en raison du climat d'incertitude et d'une crise de liquidité dans le secteur bancaire suite aux sanctions financières. Avec la levée des sanctions le 24 février 2024 et le rétablissement partiel des financements, la croissance pourrait remonter à 5,7% en 2024 suite à la reprise des exportations de pétrole. Cette projection suppose aussi que la production agricole progresse fortement (cultures irriguées dont principalement le riz) et que la hausse des revenus pétroliers soit efficacement exploitée au profit de la population. D'autant plus que le pétrole semble être une ressource limitée car en l'absence de découverte de nouveaux gisements, les réserves actuelles devraient se tarir vers le milieu des années 2030⁴⁹.

⁴⁷ RFI Radio France Internationale

⁴⁸ Banque Mondiale, 30 septembre 2024, ref. 2024/017/AFW, « Au Niger l'économie devrait se redresser grâce aux recettes pétrolières ».

⁴⁹ Banque Mondiale, idem

Les perspectives économiques tablent sur une croissance du PIB de l'ordre de 6,5% sur la période 2025-2026 soutenue par la production et l'exportation de pétrole en augmentation et l'amélioration de la production agricole suite à l'expansion des surfaces irriguées. Cela suppose toutefois que la situation sécuritaire ne se détériore pas plus et que, suite au retrait de la CEDEAO, il n'y ait pas trop d'effets négatifs avec la baisse des échanges (biens, services, capitaux, main d'œuvre) du Niger avec les États de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA. L'inflation devrait rester assez élevée à 5,4% en moyenne sur la période 2025-2026 bien que le taux de pauvreté devrait diminuer à 42,5%. Des tensions durables ou exacerbées avec le Bénin pourraient entraîner une augmentation des coûts commerciaux et retarder les exportations de pétrole et d'uranium⁵⁰. Malgré la levée des sanctions par la CEDEAO, le Burkina Faso et le Niger achèment désormais leurs importations et exportations via le Togo.

Toutefois, le nouvel itinéraire Lomé-Niamey, passant par le Burkina Faso est particulièrement risqué et exige des convois sous protection militaire et de nombreux points de contrôle pour des raisons de sécurité. Cette situation allonge considérablement la durée du trajet sur des routes souvent dégradées, voire inexistantes. Le Programme Alimentaire Mondial rapporte qu'il fallait approximativement sept jours à ses convois pour transporter les produits alimentaires du port de Cotonou à Niamey, alors que le nouvel itinéraire de Lomé-Niamey via le Burkina Faso nécessite environ 30 à 45 jours. Cela engendre une augmentation de plus de 100 % des coûts logistiques par rapport au trajet pré-crise, avec des répercussions sur les prix des denrées alimentaires.

Par exemple, le prix du sac de riz importé a augmenté de plus de 54% au Niger en mars 2024, comparé à juillet 2023. Cette situation aggrave l'inflation, avec des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà précaire dans le pays.⁵¹

Il est donc d'autant plus crucial pour le Niger de concentrer ses politiques et ses efforts sur l'amélioration de la productivité, notamment agricole, par des investissements massifs dans l'éducation, la formation professionnelle, la recherche agricole appliquée, l'appui conseil et le crédit agricole. Les dépenses supplémentaires que cela engendrerait devraient être trouvées dans l'accroissement des recettes intérieures tant pétrolières que non pétrolières pour disposer d'une marge de manœuvre suffisante et durable.

Le Niger est donc à la croisée des chemins face à une prise de conscience d'une souveraineté et d'une indépendance à reconquérir d'une part en misant d'abord sur ses propres ressources internes humaines, financières et militaires et d'autre part en reconstruisant des partenariats solides et durables pour l'accompagner dans sa dynamique de croissance et de développement durable sur le long terme dans un environnement stable et inclusif à toutes les composantes de sa population jeune et avide de perspectives d'avenir prometteuses.

⁵⁰ Banque mondiale, 3 octobre 2024, « Niger – Vue d'ensemble ».

⁵¹ Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) 2024.

BIBLIOGRAPHIE

Ali, A. and Lebel, T., The Sahelian standardized rainfall index revisited. *Int.J.Climatol.*, 2009, 29, 1705-1714.doi:10.1002/joc.1832.

Acquis du CILSS dans le Domaine du Climat : 50 ans d'engagement au service des populations sahéliennes et ouest-africaines, 1973-2023. www.cilss.int , Bibliocilss.pariis.net

Boureima M., La famine au Niger : les facteurs géographiques d'une crise, Les cahiers d'Outre-mer, Bordeaux, n°231-232, pp. 262-266.

Benjamin Sultan et alii, les sociétés rurales face aux changement climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest, 2015, 466 p.

Cadre Harmonisé, Manuel 3.0 édition 1023 FR RPCA Food Security.net

CEDEAO-CSAO/OCDE, les dynamiques démographiques novembre 2007.

CILSS, Rapport régional 2024, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, 50 ans, 1973-2023.

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, Union Européenne, Global Network Against Food Crises, Opérationnaliser le nexus Humanitaire-Développement-Paix pour mieux répondre aux crises alimentaires et nutritionnelles dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2022.

Dugué P. et al, Pour une gestion durable des sols en Afrique subsaharienne, 2024, Cah. Agric. 33 : 6. [Http://doi.org/10.1051/cagri/2018019](http://doi.org/10.1051/cagri/2018019)

Denis Michiels, Johny Egg, Roger Blein, La répétition des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger : la rénovation urgente des politiques de sécurités alimentaires. Cah Agric. Vol.21, n°5, 2012.

Descroix L. et al, : Facteurs anthropiques et environnementaux de la recrudescence des inondations au Sahel, 2015.

Descroix Luc, Sécheresse, Désertification et Reverdissement au Sahel, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, 2021.

FAO, Soil and nutrient management in sub-Sahara Africa in support of the Soil Fertility Initiative. Land and water development Division. AGL/MISC/31/01. Rome (Italy), 2001, 376 p.

Food Crisis Prevention Network, RPCA, Analyse/inform/prevent, Crise alimentaire et nutritionnelle 2024.

Géovision, Revue du laboratoire Africain de Démographie et des dynamiques Spatiales. Département de géographie-Université Alassane Ouattara ISSN : 2707-0395, décembre 2023.

Harouna Mounkaila, De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans la Zarmaganda (Niger), Revue européenne des migrations internationales, 2002, Cairn.info, 8p.

Ibrahim Malam Mamane Sani, Aboubacar Mahamadou (sous la direction de), Capitalisation des expériences positives et des bonnes pratiques en matière de nutrition, de prévention et de prise en charge de la malnutrition, sous toutes ses formes au Niger, Août 2021.

INS 2020, Alerte-Sahel-2021-FR Action-contre-la-faim.pdf(food-security.net)

Jean-Pierre Olivier de Sardan, Niger - Crise Alimentaire- Sahel – Afrique de l'Ouest, le cycle des crises alimentaire, 2011.

Jean-Pierre Olivier de Sardan, Aide humanitaire ou aide au développement ? La famine de 2005 au Niger. *Ethnologie Française* 41 : 415-29.

Larwanou M et al, Etude de la régénération naturelle assistée dans la région de Zinder (Niger). International Resources Group, USAID : Washington, DC,USA,2006.

Manzelli M. et al., La riziculture de bas-fond au sud du Sénégal (Moyenne Casamance) : enjeux et perspectives pour la pérennisation des actions de réhabilitation et de mise en valeur, *Cahiers Agricultures*, 24 (5) 2015.

Mounkaila S. et al., 2022, The Projected Changes of Precipitations over Niger Under the Scenarios RCP 4.5 and RPC 8.5, *Journal of Environmental Science and Engineering B* 11 (2022).

Mahamadou Yacouba et al, Analyse multi modèle régional de climat des régimes de précipitations et de températures au Niger, *la Météorologie* - n°101 - mai 2018.

Mahamadou Yacouba, Causes des crises alimentaires au Niger, n°10-décembre 2023.

Mahé G. et al, Le fleuve Niger et le changement climatique au cours des 100 dernières années. In: *Hydroclimatologie variability and change*, Proceedings of symposium held during IUGG 2011, Melbourne, Australia; pub.344-137 (Google Scholar)

Michels D. al, Les politiques de prévention et gestion des crises alimentaires. Enseignements de la crise du Niger de 2005. *Séries Etudes*. Paris : MAEE/Dg CID. www.iram-fr.org/pdf/publications/504.pdf, 2007.

Michels D. al, Evaluation des systèmes de réponses à la crise de 2010 au Niger. Délégation de l'Union Européenne au Niger. COWI-IRAM, 2011.

Ministère des Finances, Rapport provisoire d'exécution du budget général de l'Etat, fin décembre 2020.

Ministère des Finances, Rapport provisoire d'exécution du budget général de l'Etat, fin décembre 2020.

Ozer Pierre et al, 2017, Recent Evolution of Rainfall Extremes in Niger (1950-2014), *Géo-Eco-Trop* 41 (3): 375-83.

OCDE/Club du Sahel, L'Afrique de l'Ouest : Une région en mouvement Une région en mutation Une région en voie d'intégration, document de travail n°1, 2007, 66 p.

RPCA www.food-security.net

OCHA, Cadre d'Action anticipatoire, Pilote du Niger : Inondation, 24/10/2024 14 p.

BDINA Base de données sur les inondations ANADIA-NIGER (inondation-niger.org).

SE/CNEDD, Rapport de l'actualisation de l'évaluation2 de la vulnérabilité et de l'adaptation (v5a) aux changements climatiques dans le secteur de l'agriculture au Niger, 2020, 302p.

Pieri C., Fertilité des terres de savanes. Bilan de trente ans de recherche et de développement agricoles au sud du Sahara, 1985. Montpellier 5 France) : Edition CIRAD-IRAT, 452 p.

Présidence de la République du Niger, Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, Plan d'Action Multisectoriel 2021-2025.

Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO), Résilience et Nexus humanitaire-développement-paix, 2022.

Programme Alimentaire Mondial, Analyse de la réponse pour l'adaptation climatique, décembre 2021.

Rapports régionaux 2014 à 2024 sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, fiche pays Niger, FSIN Food Security Information Network.

www.fsinplatform.prg

République du Niger : Plan de Développement Economique et Social. Période 2017-2021.

République du Niger, Structure chargée de la coordination de la politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN), 2016-2025.

Steven Radil et Olivier Walther, notes Ouest-africaines, Appréhender les dynamiques locales des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, CSAO/OCDE, Mars 2024, n° 42.

Sultan B. et al, : Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest. Ed.IRD, Paris, 2015, 465p.

Sultan B. et al, : Les impacts des changements climatiques sur les rendements agricoles en Afrique de l'Ouest. (2015) : Evolutions paradoxales des mares en Sahel non cultivé. Diagnostic, causes et conséquences. Ed.IRD, 209-224.

Senghor Y. et al, Réconcilier engrais et agroécologie, une piste pour nourrir les populations d'Afrique de l'Ouest. Paris (France), 2023.

[Http://theconversation.com/reconcilier-engrais-mineraux-et-agroecologie-une-piste-pour-nourrir-les-populations-dafrrique-de-louest-214183](http://theconversation.com/reconcilier-engrais-mineraux-et-agroecologie-une-piste-pour-nourrir-les-populations-dafrrique-de-louest-214183).

Union européenne, Nous pouvons vaincre la sous-nutrition : Niger Etude de cas, Direction Générale pour la Coopération Internationale et le Développement-Direction Croissance et développement durable, Août 2015.

Zougmore R.B., et al, Published by EDP Sciences, Facing climate variability in sub-Sahara Africa: analysis of climate-smart agriculture opportunities to manage climate-related risks, 2018. [Http://climatology.edpsciences.org/articles/climat/full_html/2015/01/climat201512p25/climat201512p25.html](http://climatology.edpsciences.org/articles/climat/full_html/2015/01/climat201512p25/climat201512p25.html)

Graphiques

Carte 1 : indicateurs des dynamiques spatiales des conflits (SCDI) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2022 et 2023. Source : Auteurs. D'après les données ACLED, 2024,).

FIGURES

Figure 1 : Carte du Niger et de ses zones climatiques. Source : Mounkaila et al., 2022

Figure 2 : Evolution de l'indice standardisé des précipitations (ISP) sur le bassin du Niger à Niamey de 1900 à 2014. Source : Descroix L.et al, 2015.

Figure 3: Numbers of floods, Source: RB Zougmore et al, Cah. Agric.2018, 27, 34001.

Figure 4 : Niger, nombre de personnes et de localités affectées par an par les inondations entre 1998 et 2017. Source : OCHA, Cadre. D'Action Anticipatoire, Pilote du Niger : Inondations, 24/10/2024 p.14

BDINA-Base de données sur les inondations ANADIA-NIGER (inondations-niger.org), ANADIA 2.0, Les. Inondations au Niger 1998-2020, rapport 27, juillet 2021.

Figure 5 : Niger, pertes de maisons, cultures et de bétail à cause des inondations par an entre 1998 et 2020. Source : OCHA, Cadre. D'Action Anticipatoire, Pilote du Niger : Inondations, 24/10/2024 p.14

BDINA-Base de données sur les inondations ANADIA-NIGER (inondations-niger.org), ANADIA 2.0, Les. Inondations au Niger 1998-2020, rapport 27, juillet 2021.

Figure 6 : transition démographique. Source : CEDEAO-CSAO/OCDE, novembre 2007

Figure 7 : Projection du nombre d'habitants par, 1950-2050 (en millions d'habitants). Notes : Les taux de croissance annuelle moyens se réfèrent à la fin de la période d'observation. Projections basses pour le Sahel et moyennes pour l'Afrique du Nord.

Source : OCDE/CSAO (2014(3)). Mia à jour par l'auteur à partir de Nations Unies (2019) (1).

Figure 8 : Taux d'urbanisation par pays, 2020.

Source : Banque mondiale (2021) (3)), OCDE/CSAO (2020(2)). Calcul de l'auteur.

Figure 9 : Cadre conceptuel, Source Unicef Conceptuel framework for malnutrition 1997.

Figure 10 : Base de données EDRIS d'ECHO en termes de Financement, Niger 2022.

Tableaux

Tableau1 : Niger : population impactée par les crises alimentaires des 10 dernières années avec un IPC = 3 et 4, mesuré en juin de chaque année.

Source : Rapports régionaux 2014 à 2024 sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, fiche pays Niger, FSIN Food Security Information Network.

Tableau 2 : Matrice des donateurs par domaine prioritaire, Union européenne, Programme indicatif Multi-annuel 2021-2027, UE-Niger.

Liste des Abréviations et Acronymes

AES Alliance des états du sahel

ACF action contre la faim

ASS Afrique sub-saharienne

BM Banque mondiale

BE Belgium

BDINA Base des données sur les inondations

DE Allemagne

CFA Monnaie commune aux états de la zone franc

CAD Comité d'Aide au développement (OCDE)

CA Cadre harmonisé

CEDEAO Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest

CILSS Comité inter-état de Lutte contre la Sécheresse au Sahel

CSAO Club du sahel et de l'Afrique de l'Ouest

COMINAK Compagnie minière d'Akouta

DNPGCA Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires

DGSR Direction Générale de santé publique

ECHO European Commission civil protection and humanitarian Aid Operations

ES Espagne

EM Etats membres

EURO Monnaie unique de l'union européenne

EUCAP Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure, Mission civile de l'union européenne

EDRIS European Disaster response information system

FAFA Financial and administrative framework agreement

FED Fonds européen de développement

FNUAP Fonds des nations Unies pour la population

FFUE Fonds fiduciaire de l'union européenne

FAO Organisation des nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FMI Fonds monétaire international

FR France

GNAFC Réseau mondial contre les crises alimentaires

HEA Household economy approach

HC-I3N Haut-Commissariat de l'initiative 3N, les Nigériens nourrissent les nigériens

HCR Haut-commissariat des nations Unies pour les réfugiés

HIP Humanitarian implementation plan

IDH Indice de développement humain

IPC Integrated Food Security

INS Institut national de la statistique

ISP Indice standardisé des précipitations

IT Italie

LU Luxembourg

MSP Ministère de la santé publique

MAG Malnutrition aiguë globale

MAM Malnutrition aiguë modérée

MAS Malnutrition aiguë sévère

MAHGC Ministère de l'action humanitaire et de la gestion des catastrophes

MEUR Millions d'euros

MSF Médecin sans frontière

NU Nations Unies

NL Pays-Bas

NHDP Nexus humanitaire développement - paix

3N Les Nigériens nourrissent les nigériens

PAM Programme alimentaire mondial

PREGEC Dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires

PDES Plan de développement économique et social

Pi Précipitation de l'année i

PIB Produit intérieur brut

PIN Programme indicatif national

PNN Politique nationale de nutrition

PCIMA Programme de prise en charge de la malnutrition

PNAN Politique nationale d'alimentation et de nutrition

PIM Programme indicatif multi-annuel

Pm Précipitation moyenne

PNUD Programme des nations unies pour le développement

PTF Partenaires techniques et financiers

RPCA Réseau des préventions des crises alimentaires

UNICEF Fond des Nations Unies pour l'enfance

UE Union Européenne

USAID Agence des Etats-Unis pour le développement international

UEMOA Union économique et monétaire Ouest africaine

OCDE Organisation de coopération et de développement économique

OMS Organisation Mondiale de la santé

ONG Organisation non gouvernementale

OXFAM Organisation non gouvernementale internationale qui lutte contre la pauvreté et les inégalités

SEAR Solidarity and Emergency aid reserve

SMART Standardized monitoring and assessment. Of relief and transitions

SDDCI Stratégie de développement durable et de croissance inclusive

TMB taux de mortalité brut

TMM5 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

TEI 1 Team europe 1

TEI 2 Team europe 2

VIH/SIDA Virus de l'immunodéficience/humaine/ syndrome d'immunodéficience acquise